BIMENSUEL No 1 201 (74 - Nouvelle série) du 3 au 16 avril 1980 — 4 F.

l'Humanité Rouge

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE LENINISTE

FAIRE ECHEC A L'OFFENSIVE ANTISYNDICALE

BIMENSUEL PAYSAN

La Faucille n° 97 est parue

BIMENSUEL PAYSAN

La Faucille

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE

PRODUCTEURS DE POMMES DE TERRE

Manifestations dans tout le pays

XXXIVe CONGRES DE LA FNSEA A BORDEAUX

Beaucoup d'interrogations

Sommet de Bruxelles reporté

Importante réunion à l'appel de la commission paysanne du PCML

SOMMAIRE

Campagne de La Faucille

«Un nouvel abonné par lecteur»

— Passez vos commandes —

Rédaction-Administration :
BP 201 75926 PARIS cedex 19
Tarifs abonnements :
Un an : 30 F Six mois : 15 F
Règlements :
La Faucille CCP 24 991 02 W Paris.

ABONNEMENT BIMENSUEL

	Pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 mois	8 F	15 F	15 F
3 mois	24 F	45 F	45 F
6 mois	48 F	90 F	90 F
1 an	96 F	180 F	180 F

EITORIAL

L'offensive antisyndicale

Au cours de ces dernières semaines, de graves attaques se sont développées contre le droit de grève et contre les organisations syndicales de la classe ouvrière.

Un des faits les plus importants survenu au cours de cette période a été l'arrestation de trois ouvriers d'Usinor-Mardyck, dont un délégué CGT, à la suite de la grève qu'ils avaient menée. Il aura fallu la réaction massive des travailleurs de Dunkerque, à l'appel de la CGT, pour qu'ils soient relâchés au bout d'une semaine

D'autres travailleurs et délégués syndicaux ont été également l'objet d'inculpations et de condamnations au cours de cette période.

A Besançon, 7 délégués CFDT ont été condamnés à une peine de deux mois de prison avec sursis. A l'Alsthom-Belfort, 3 délégués CFDT et un adhérent on été inculpés à la suite de la grève de l'an dernier. A Rennes, un responsable de l'Union Départementale CFDT d'Ille-et-Vilaine a été condamné à deux mois de prison avec sursis. A Orléans, 2 syndicalistes CGT des établissements Tailleurs ont été inculpés au titre de la loi anti-casseurs. A Renault-Douai, 13 délégués CGT ont été inculpés.

Par ailleurs, à plusieurs reprises, des sections syndicales ont été soit condamnées, soit font l'objet de poursuites de la part du patronat qui exige d'elles le versement de très fortes amendes. Un précédent d'une extrême gravité a été créé avec la condamnation de la section CGT de Trailor à Lunéville à verser plus de 30 millions de centimes à des non-grévistes. Inutile de souligner que la généralisation de telles condamnations constituerait une remise en cause de fait du droit de grève. Dans d'autres entreprises, le patronat veut obtenir la même chose. A l'Alsthom-Belfort, la direction réclame aux syndicats CGT, CFDT et FO le versement de 6 millions de francs. Dans l'Est de la France, la direction des sociétés AST et Permali réclame également le paiement de dommages et intérêts à la suite de grèves. Comme on peut le voir, il s'agit là d'une tactique patronale concertée visant à frapper les sections syndicales à la caisse.

Un autre fait fort grave s'est également produit avec la décision du tribunal de Créteil déclarant illicite un préavis de grève déposé par les mécaniciens de l'aviation civile.

A ces faits, il faut ajouter la censure opérée sur le contenu d'une tribune libre télévisée de la CGT, qui dénonçait les responsabilités de la direction de Peugeot dans le suicide d'un délégué CGT de Sochaux. Fait dont la gravité tient à ce que si de telles pratiques devaient se développer, la liberté d'expression et la possibilité de dénoncer les responsabilités patronales seraient remises en cause.

Enfin, il y a l'inculpation de Maurice Lourdez, responsable de l'Union Régionale de l'Ile-de-France CGT, à la suite des événements du 23 mars 1979 et des provocations policières qui y ont eu lieu. Pour escamoter ses responsabilités dans l'organisation de ces provocations, le ministère de l'Intérieur a fait inculper Maurice Lour-

Pierre BURNAND

Suite page 4

l'Humanité Rouge

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE

Sommaire

Editorial

International

Le fil de l'actualité

Magazine

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef* : Pierre Burnand. *Rédacteurs : Intérieur* : Joël Fabien, Catherine Lemaire, Nathalie Villotiers, Charles Malloire, Serge Gallois. *International* : Serge Forest, Evelyne Le Guen. *Culturel* : Estelle Delmas, Bob Regard, Michel David *et pour les dessins* : Sylvestre. *Collaborateurs* : Rémi Dainville, Hervé Dastar. *Secrétaire de rédaction* : Claude Dhalluin. *Administration* : Henri Bernard, Sophie Retz. *Imprimerie La Nouvelle. Directeur de publication* : André Druesne.

L'Humanité Rouge B.P. 201 - 75926 Paris Cedex 19. C.C.P. : 3022672 D La Source. Commission paritaire No 57952. Dépôt légal 2e trimestre 1980. Directeur de publication : André Druesne. Imprimerie La Nouvelle.



L'offensive antisyndicale



Suite de la page 2

dez sur la plainte d'un des provocateurs, homme de main d'une compagnie dite de gardiennage.

Autant de faits qui traduisent la volonté du patronat de remettre en cause, dans les faits, le droit de grève, et d'affaiblir les organisations syndicales. Comme on peut le noter, elles visent aussi bien des sections et des militants de la CGT, que de la CFDT. Ces attaques sont indissociables de la politique patronale visant à imposer la baisse des revenus et les licenciements. Il s'agit pour le patronat et le gouvernement de porter des coups aux moyens de défense des travailleurs pour pouvoir mieux les exploiter. Le patronat veut mettre à profit la position de force qu'il a actuellement dans la lutte de classes pour renforcer ses positions. Il veut franchir une nouvelle phase dans son offensive anti-ouvrière. Il s'agit d'une attaque concertée dont le maître d'œuvre est le CNPF. La création par l'Union des Industries Métallurgiques et Minières (UIMM), fer de lance du CNPF, d'une banque des données sociales, en atteste. En mettant à la disposition des patrons de la métallurgie des terminaux reliés à un centre informatique, l'UIMM leur donne accès à toute l'expérience du patronat contre les travailleurs de la métallurgie. Ils pourront ainsi avoir accès directement, par exemple, aux différentes expériences de poursuites judiciaires contre les syndicats. Le patronat renforce ainsi son unification dans sa lutte contre les travailleurs, se donne les moyens de centraliser son action et de la rendre beaucoup plus rapide.

Il convient de prendre pleinement conscience de cette nouvelle escalade, et d'y faire face avant de se retrouver face à un état de fait où les libertés syndicales auraient subi de graves reculs.

Face à une telle attaque, la seule réponse possible qui corresponde aux intérêts des travailleurs est de réagir vigoureusement à chaque fois que de tels cas se produisent. Et de réagir dans l'unité syndicale. A l'heure où le patronat unifie ses attaques, le division des organisations syndicales lui facilite grandement la tâche. Ceux qui, face à cela, dressent des obstacles devant cette unité d'action portent une très lourde responsabilité. Que ce sot ceux qui, à la CFDT, à Dunkerque se sont placés en dehors de la mobilisation pour la libération des trois ouvriers d'Usinor-Mardyck ou bien ceux qui, au PCF, se livrent à des calomnies pures et simples à l'égard d'Edmond Maire en l'accusant d'avoir *«paficifé l'Algérie au lance-flammes et torturé les militants de la liberté»*. La direction du PCF n'a pas présenté la moindre condamnation de cette calomnie, au contraire, elle reproche à Edmond Maire de ne pas s'écraser. Il est regrettable que la CGT n'ait pas, quant à elle, condamné cette attaque mensongère contre le secrétaire général de la CFDT. De tels faits enveniment très gravement les rapports intersyndicaux. Le patronat, pendant ce temps, peut se frotter les mains.

Par contre, on peut se demander si les attaques contre Georges Marchais sont de même nature que les atteintes au droit de grève et aux libertés syndicales et si le rôle des organisations syndicales est d'entraîner les syndiqués et les travailleurs dans une défense du secrétaire général du PCF, comme cela se fait actuellement dans les rangs de la CGT.

Nous ne le pensons pas. Il s'agit de deux choses différentes. Dans un cas, il s'agit d'attaques dirigées contre la classe ouvrière, dans l'autre, il s'agit de déballages s'inscrivant dans le cadre de la préparation des élections présidentielles, d'une bataille où ni les uns ni les autres n'agissent en faveur des intérêts des travailleurs.

Les prises de position de Georges Marchais en faveur de l'invasion soviétique en Afghanistan, à l'heure où l'armée russe se livre à de véritables massacres dans ce pays occupé, ont montré qu'il n'agit pas conformément aux intérêts des travailleurs. Qu'un homme aussi respectable que Charles Tillon, ancien commandant en chef des FTP, ait pu mettre en cause les activités de Georges Marchais durant la guerre, ainsi que les conditions dans lesquelles il a pu adhérer et surtout gravir les échelons du PCF montre qu'il y a bien là sujet à intérrogations. N'est-il pas légitime de s'interroger sur les raisons pour lesquelles un homme qui ne prit pas part à la résistance a pu accéder à la direction du PCF, alors que bien d'autres de sa génération surent mener ce combat ?

Autant d'interrogations utilisées pour leurs propres fins par des politiciens de droite dans la perspective des présidentielles, et avec des méthodes qui leur sont habituelles. S'il fallait vraiment que les organisations syndicales prennent la défense de Georges Marchais, ne faudrait-il pas aussi qu'elles prennent celle d'Edmond Maire ?

Pierre Burnand

Des questions au coeur de notre activité en direction de la classe ouvrière

Par Charles Malloire

Le comité central du PCML vient de consacrer la majeure partie de ses travaux à l'examen de la situation de la classe ouvrière. Des questions d'envergure sont aujourd'hui posées à l'ensemble des militants ouvriers. Elles sont le produit de la situation marquée par les tensions internationales, l'aggravation des conditions de vie des masses, et par l'absence d'issue politique immédiate. Ces questions sont au cœur du débat qui traverse aussi bien le mouvement syndical que les forces politiques qui se réclament du mouvement ouvrier. Ainsi notre parti, dans la mesure de ses moyens, doit s'efforcer d'apporter quelques réponses que ce soit sur le plan stratégique ou tactique. Nous nous proposons d'examiner quelques-unes de ces questions.

Des questions stratégiques d'ampleur...

Les luttes immédiates, la difficulté de définir une ligne d'action contre la politique gouvernementale ou même contre les mesures antisociales des sociétés, trusts dont dépend l'usine où l'on travaille, ne dôivent pas nous écarter des questions fondamentales, même si le qualificatif de stratétique qui leur est donné rebute. Les menaces de guerre, la définition de nouveaux équilibres mondiaux, la recherche de solutions économiques qui selon certains seraient susceptibles de nous faire sortir de la crise, la définition du rôle des organisations syndiales dans la transformation révolutionnaire de la société capitaliste (voire même le rôle de la clase ouvrière dans ce domaine), sont autant de questions dont les réponses décident des orientations et des objectifs d'action des confédérations syndicales. Syndicats et partis politiques connaissent d'importantes discussions à l'occasion de l'examen de ces questions. Dans le but d'apporter sa modeste contribution, notre parti a engagé depuis plusieurs mois une réflexion sur l'ensemble de ces problèmes. Loin d'être épuisée, cette discussion fait apparaître de grandes lignes directrices. Ces premières conclusions devront être soumises à l'examen et à la critique de nos camarades de travail avec qui nous luttons quotidiennement. Notre but est en effet d'améliorer, d'enrichir notre compréhension commune de la réalité et de parvenir à la définition d'orientations qui aident la classe ouvrière dans son effort de résistance à la politique de Giscard-Barre.

Pour un nouvel ordre économique mondial

Concernant les questions internationales, nous constatons que les organisations syndicales sont aujourd'hui particulièrement préoccupées par la définition d'un nouvel équilibre économique mondial qui garantirait la stabilité du monde. Pour préserver cette stabilité, ce nouvel ordre international devrait assurer aux pays du tiers monde leur développement économique sans compromettre leur indépendance politique, et garantir aux pays industrialisés le maintien de leur expansion économique. Un tel ordre, selon certains, serait susceptible d'éviter la guerre qui apparait aux yeux d'un nombre croissant de militants et de forces comme une menace pressante au niveau mondial.

Cette recherche au sein des différentes organisations syndicales de notre pays se traduit par une volonté

Ouverture du sommet de l'OPEP en 1975.

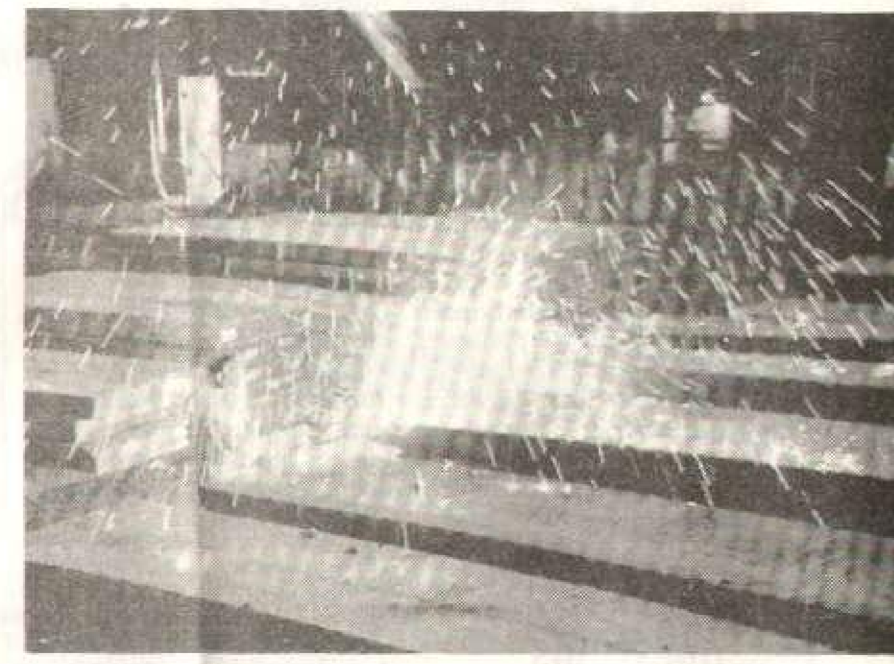


d'œuvrer à un nouveau regroupement international des forces syndicales qui tiendrait compte de la nécessité d'un nouvel ordre économique mondial. Cela entraînera une remise en cause des organisations syndicales internationales existantes telles que la FSM. Cette remise en cause n'est pas sans poser de nombreux problèmes politiques dans les organisations syndicales en France. Tout cela préfigure des modifications dans les orientations qui ne peuvent pas laisser indifférents ceux qui ont pour préoccupation majeure les intérêts de la classe ouvrière et des peuples.

Dans ce mouvement de réflexion, notre parti voit de nombreux points positifs qui prennent en compte un souci déjà ancien de notre formation politique. Parmi ces points positifs soulignons en quelques-uns. Tout d'abord, la volonté des organisations syndicales de notre pays de se situer aux côtés des organisations homologues des pays du tiers monde contribuera à la définition d'une stratégie anti-hégémoniste, par la CGT et la CFDT. Quelle que soit la sinuosité des démarches prises par ces organisations pour situer leur action aux côtés de l'irrésistible avancée des pays du tiers monde, nous aurons à soutenir cet effort. D'autres points sont à souligner : la progression de la conscience des dangers de guerre dans les formations syndicales, les prises de positions favorables à l'autodétermination des colonies françaises, etc. Cela ne nous empêche pas d'être conscient de points d'ombre. La sous-estimation, voire la négation, de la politique hégémoniste de l'URSS, la difficulté à voir dans la rivalité des deux superpuissances les véritables causes des menaces de guerre, sont autant de points sur lesquels l'efffort de clarification devra être poursuivi.

Les formations syndicales de notre pays expriment la volonté d'œuvrer à la réalisation d'un nouvel ordre économique mondial qui réponde aux intérêts des pays du tiers monde, comme à ceux des pays industrialisés. C'est l'occasion pour nous de rappeler que l'expansion des pays riches, industrialisés repose jusqu'à ce jour sur l'exploitation des classes ouvrières et des peuples et pays du tiers monde détenteurs des matières premières. Il ne s'agit à aucun moment d'oublier la réalité de l'oppression impérialiste de tous ces pays, oppression qui a permis l'expansion économique des pays, aujourd'hui industrialisés. Aussi est-il primordial de reconnaître l'unité d'intérêt fondamental entre les luttes des classes ouvrières des pays industrialisés et la lutte des pays du tiers monde pour leur développement économique et leur indépendance politique.

On peut légitimement s'interroger sur la justesse de l'effort de certains pour tenter de concillier le niveau de croissance des pays industrialisés avec la lutte contre le sous-développement des pays du tiers monde. Notre interrogation est d'autant plus légitime qu'il n'est jamais question de remettre en cause fondamentalement le système politique et économique des pays impérialistes. Il nous semble nécessaire de souligner l'incompatibilité qu'il y a, compte tenu des systèmes politiques des pays industrialisés, à soutenir l'effort de développement des pays du tiers monde et la préservation du niveau de croissance des pays impérialistes.



Sur la question des propositions industrielles

Concernant la crise économique et ses conséquences en matière d'emploi, les confédérations syndicales se sont lancées dans la recherche de perspectives économiques susceptibles de répondre conjoncturellement au problème du chômage et d'engager sur un plan stratégique l'économie du pays dans la voie du socialisme. Cet ambitieux projet se voit souvent traiter dans les différents documents émanant des organisations syndicales sous le titre de *«propositions industrielles»*. La discussion d'une telle question exige de distinguer les différentes façons qu'ont la CGT et la CFDT d'envisager ces propositions industrielles. Il s'agit aussi de distinguer ce qui est du ressort des vues stratégiques, et ce qui répond à des considérations tactiques conjoncturelles. Enfin, en permanence, nous devons avoir à l'esprit où se situent les intérêts de la classe ouvrière.

Parfaitement conscient du caractère limité, modeste de notre réflexion, notre parti a toutefois dans ce domaine des choses à dire. Ce que nous savons n'est pas seulement le fruit d'une lecture, mais se trouve dans la réalité quotidienne.

Y a-t-il un ouvrier qui puisse assurer dans notre pays qu'il est possible de modifier l'économie dans un sens favorable au socialisme par le biais de l'établissement de rapports plus démocratiques entre ouvriers et exploiteurs. Est-il possible de penser une telle chose ? Alors que le patronat ne cesse de violer sa propre loi qui régit le fonctionnement des CE, alors que l'arsenal de mesures qui régit l'économie du pays est destiné à accroître l'exploitation des travailleurs. Chez Peugeot, il existe des structures où les travailleurs peuvent donner leur avis sur la vie économique de l'entreprise. Peut-on envisager infléchir la politique industrielle de chez Peugeot par ces structures sans changer un seul cheveu du pouvoir politique qui couvre les pires pratiques antisyndicales de la direction Peugeot.

Le bon sens qui s'appuie sur des exemples répétés quotidiennement dans les entreprises nous fait abandonner cette perspective. Nous n'infléchirons pas dans le sens du socialisme la politique industrielle du patronat sans réduire à néant le pouvoir politique de la bourgeoisie. C'est dans la nature même du pouvoir politique de notre pays, de celui des patrons dans les usines que nous puisons la légitimité de notre opposition à cette ligne stratégique qui veut

engager la classe ouvrière dans une lutte sur le plan des choix industriels afin de construire aujourd'hui les premières bases économiques du socialisme.

Il est fréquent qu'on nous objecte que néanmoins les licenciements, le chômage exigent des organisations syndicales la définition de propositions industrielles. Cette objection mérite d'être étudiée. Sans prétendre y répondre définitivement, nous soumettons ici quelques éléments de réflexion.

Tout d'abord, chacun peut vérifier que les licenciements ne surviennent pas du fait de l'absence de perspectives industrielles du patronat. Il y a aujourd'hui plusieurs dizaines de rapports de sections syndicales établissant à l'occasion de fermeture d'entreprise ou de licenciement collectif la viabilité de l'entreprise et de sa production. Ce n'est pas par manque de travail qu'il y a aujourd'hui du chômage. Chacun peut le vérifier.

Ce qui intéresse le patronat ce n'est pas une entreprise viable. Ce qui l'intéresse c'est une entreprise où l'accumulation des profits, du capital lui permet d'accroître sa puissance économique, peu importe ce qu'il produit. Ce qui lui garantit la liberté de mener cette politique, c'est le sacro-saint droit de propriété privé des moyens de production, droit qui lui permet de décider seul du choix de ses investissements.



Barre ne prend pas de risque lorsque s'adressant aux chômeurs, il leur propose de constituer des entreprises. Il sait fort bien que la classe ouvrière est privée des capitaux, produits de son travail, accaparé par la bourgeoisie, mais indispensables au lancement de n'importe quelle production. La résolution des problèmes de l'emploi est étroitement liée au type de propriété des capitaux, à la politique de la classe qui les détient.

Autant dire que si les propositions industrielles ne privent pas le patronat du pouvoir de disposer seul des capitaux et des choix des investissements, elles resteront des projets de papier. Certains iraient jusqu'à accepter de cogérer le choix des investissements, la répartition du capital. Y aurait-il communauté d'intérêt entre la classe ouvrière et le patronat aujourd'hui ? Non, bien sûr, et c'est pour cela que nous rejetons cette perspective.

Sur la question des compromis

Nous savons, néanmoins, qu'il faut passer des compromis dans certaines conditions où les travailleurs à bout de force ne peuvent plus s'opposer à la liquidation de leur entreprise ou aux licenciements collectifs qui les frappent . Nous savons aussi qu'à l'occason de ces compromis, il faut parfois discuter des conditions de reconversion industrielle. Tout cela est parfaitement vrai. Aussi étudier ces questons, maîtriser les lois de notre économie, savoir argumenter dans le domaine de la production industrielle nous permet à coup sûr de mieux défendre les travailleurs au cours des négociations. Conscients de ces besoins, cela ne nous conduira pas à ériger ces compromis en ligne d'action.

En effet, si les conditions le permettaient, nous ne ferions pas de compromis, et nous nous saisissons de toutes les occasions, la réalisation d'un compromis en est une, pour montrer le caractère inconciliable des intérêts de classe du patronat et ceux de la classe ouvrière.

Le but que nous poursuivons reste l'accumulation de forces en vue de la transformation socialiste de notre société. La réalisation de compromis ne peut constituer un objectif en soi .

Ces réponses sont loin d'être satisfaisantes. Leur formulation ne leur permet pas d'être largement comprises par les travailleurs. Pourtant, nous les jugeons suffisantes pour travailler, en discuter, rechercher dans la réalité ce qui les vérifie, les enrichit ou ce qui les contredit.

Sur le rôle des syndicats dans le processus de transformation de notre société

Enfin, nombreux sont ceux qui s'interrogent sur le rôle de leur organisation syndicale dans le processus de transformation de notre société. Cette recherche dans nos rangs prend en compte deux traits caractéristiques du mouvement syndical de notre pays. Le premier tient à la relative stabilité de l'influence des deux principales organisations. Celles-ci recueillent toujours la confiance de la grande masse des travailleurs lors des élections professionnelles. Cette confiance qui s'exprime à chaque scrutin semble, sur un plan national, assez insensible aux polémiques, aux modifications de ligne qui peuvent intervenir dans chaque organisation. Dans notre pays, les organisations syndicales, CGT ou CFDT, constituent aux yeux de la grande masse des travailleurs leurs instruments privilégiés de défense de leurs intérêts immédiats.

Le second trait tient à la nature des orientations et aux luttes qui marquent leur élaboration. Ce serait une erreur de considérer comme figées les orientations des confédérations syndicales. Celles-ci reposent sur des considérations stratégiques relativement stables depuis une vingtaine d'années, elles ne sont pas pour autant immuables. Nous nous appuyons pour dire cela sur les luttes qui marquent de plus en plus les prises de positions des directions confédérales. Que ce soit à la CGT ou à la CFDT, la lutte y est ouverte. Les événements nationaux particulièrement depuis décembre 1977, date de l'éclatement de l'union de la gauche, les événements internationaux bousculent les certitudes sur lesquelles reposaient les orientations stratégiques et tactiques des confédérations syndicales.

Il n'est pas étonnant alors que se développe un large débat, une profonde recherche dont l'objet est la redéfinition du rôle, des objectifs et des orientations des confédérations dans la perspective de la transformation socialiste de notre société.

L'ensemble de ces questions stratégiques constituent des sujets de réfexion de plus en plus fréquents dans notre parti. Sommes-nous capables de répondre à tout ? Nous ne le pensons pas. Par contre nous pensons être en mesure de synthétiser quelques enseignements de notre expérience et de faire valoir, dans les discussions qui débordent largement notre formation les intérêts fondamentaux et immédiats de la classe ouvrière auxquels nous sommes particulièrement attachés.



Des questions tactiques pressantes...

Nous venons de voir quelques unes des questions stratégiques posées par l'action de la classe ouvrière aujourd'hui, par les difficultés que rencontrent de nombreux militants dans l'effort d'organisation de la lutte.

Ces questions qui doivent faire l'objet d'une réflexion patiente ne doivent pas nous faire oublier l'ensemble des questions pressantes que tout militant ouvrier doit régler quotidiennement. De cet ensemble de questions, il en ressort trois que nous évoquerons :

— l'unité d'action,
— les objectifs revendicatifs qu'il s'agit d'avancer aujourd'hui,
— le phénomène de désyndicalisation.

L'unité d'action

La bourgeoisie mène aujourd'hui une politique offensive de division des travailleurs. Chaque jour, des faits attestent de cette volonté de détruire tout ce qui est susceptible de constituer un obstacle à la politique de restructuration. C'est ce qui rend la réalisation de l'unité d'action indispensable.

L'unité d'action est au centre des préoccupations de tout syndicaliste et militant politique qui veut imposer à la politique de la bourgeoisie une riposte solide des travailleurs.

Les difficultés rencontrées dans la réalisation de l'untié d'action sont souvent nombreuses. Il y a les attitudes qualifiées de sectaire qui, sans aucun doute, contribuent à la désunion. Mais, cette désunion a bien une base politique qu'il ne s'agit pas d'ignorer. On doit légitimement engager les militants à s'interroger sur la nature de ces orientations qui engendrent une telle division alors que la classe ouvrière aurait besoin plus que jamais d'orientations qui permettent la réalisation de la plus large unité d'action. Les intérêts de la classe ouvrière sont souvent relégués à l'arrière plan au profit d'intérêts partisans d'organisation qui ne font que réduire les bases d'action et qui engendrent toutes les difficultés que nous connaissons.

Nous devons nous efforcer dans la mesure de nos moyens de contribuer à la réalisation de la plus large unité d'action dans les luttes aujourd'hui. Cela doit constituer un axe permanent de notre travail, de nos interventions pour répondre à l'aspiration de la grande masse des travailleurs qui en ont assez de voir que face à la politique du gouvernement de Giscard-Barre, on ne peut qu'offrir le triste spectacle de la désunion. Les intérêts de la classe ouvrière et des masses populaires sont suffisamment forts et importants pour faire prévaloir l'unité d'action sur les intérêts de «boutique» qui vont à l'encontre de l'aspiration profonde des masses à l'unité.

Les objectifs revendicatifs

Quels objectifs revendicatifs s'agit-il d'avancer aujourd'hui ? Les conditions de vie des travailleurs se sont profondément dégradées. La baisse du pouvoir d'achat ne cesse pas de s'amplifier. Les menaces sur l'emploi deviennent pression constante sur les travailleurs. Les atteintes aux libertés syndicales se multiplient partout. Devons-nous choisir parmi ces revendications, ou au contraire devons-nous offir la base la plus large d'ac- nous offrir la base la plus large d'action en offrant aux travailleurs de lutter sur toutes ces revendications, sans en écarter aucune ?

Pour redonner confiance aux travailleurs dans la lutte, nous ne devons rejetter aucune revendication. Il faut accepter de se battre sur toutes les revendications aussi minces soient-elles afin de permettre aux masses de reconquérir leur unité dans l'action, de retrouver la confiance dans la lutte à travers des succès mêmes limités.

Toute revendication peut être l'occasion du développement de l'action. Ainsi les cahiers de revendications doivent-ils être les plus larges possible, leur élaboration doit revêtir le plus souvent possible un caractère démocratique afin de constituer un élan collectif autour d'une ou plusieurs revendications.

C'est dans ces conditions avec la réalisation de l'unité d'action que la classe ouvrière retrouvera confiance dans ses forces et préparera efficacement l'indispensable contre-offensive attendue par les travailleurs.

La désyndicalisation

La préparation d'une telle contre-offensive passe par la nécessité d'enrayer un grave phénomène qui touche les organisations syndicales : la désyndicalisation. La désyndicalisation affaiblit les organisations de résistance de la classe ouvrière, elle affaiblit la classe ouvrière toute entière, elle affaiblit sa capacité de résistance à l'exploitation. D'autre part, ce phénomène livre de nombreux travailleurs au désarroi, à l'isolement et les écarte un peu plus de l'indispensable action collective qui est à la base de l'action de la classe ouvrière.

Notre choix est fait. Il faut tout faire pour enrayer ce mouvement de désyndicalisation. Nous devons promouvoir un esprit de résistance à ce phénomène. Nous devons être persuadés que la classe ouvrière organisée dans ses syndicats constitue une condition favorable au développement de l'action. Au contraire, la désyndicalisation est défavorable au développement de l'esprit de résistance, l'esprit d'oser lutter.

Est-il besoin pour conclure de dire que l'activité de notre parti en tant que tel doit être légitimement tant que telle doit être légitimement développée sur ces axes ? Nous devons prendre en compte l'ensemble de ces réflexions pour mener à bien notre effort d'agitation propagande et notre activité pratique. C'est ainsi que notre parti doit se préparer à apporter sa contribution au développement d'une large contre-offensive de la classe ouvrière contre la politique du gouvernement Giscard-Barre. Une raison supplémentaire pour que notre activité en direction de la classe ouvrière retienne toute notre attention et nos efforts.



CAMBODGE

AIDE HUMANITAIRE

La bataille pour la survie continue

L'année 1979 et les premiers mois de 1980 ont vu se dérouler une bataille importante pour développer l'aide alimentaire, puis exiger la levée du blocage que les autorités de Phnom-Penh et les Vietnamiens mettaient à son acheminement et à sa distribution.

Il faut dire que le temps pressait, le spectacle des réfugiés squelettiques et émaciés parvenant en Thaïlande ne le montrait que trop. D'après des sources diverses, un à deux millions de Cambodgiens auraient péri durant cette première année d'occupation vietnamienne.



L'immense mouvement de solidarité, les pressions exercées sur le Vietnam et les autorités de Phnom-Penh ont porté leurs fruits. C'est à cela, au moins en partie, qu'on doit l'amélioration constatée par de nombreux observateurs dont des responsables du CICR et de l'UNICEF.

Même alors, d'autres témoignages provenant de l'intérieur du pays et portés à notre connaissance par la *«Voix du Kampuchea Démocratique»* montraient que la bataille n'était pas gagnée. A distance de la frontière thaïlandaise, dans le centre et l'est du pays, en dehors de la présence des trop peu nombreux observateurs la famine persistait.

Mais voilà que les dirigeants des organismes humanitaires poussent eux-mêmes un nouveau cri d'alarme quant aux mois à venir, maintenant que la récolte de 1979 est presque terminée.

Un responsable de l'équipe conjointe UNICEF-CICR au Cambodge, M. Ian Hapwood, a déclaré le 18 mars : *«Nous allons très prochainement être dans une très grave phase de déficit alimentaire, et, pendant plusieurs mois, la population va dépendre presque exclusivement de l'aide extérieure pour sa nourriture».*

« Il y aura sûrement une nouvelle pénurie extérieure au printemps, déclare M. James Grant, directeur général de l'UNICEF. *Cette pénurie peut redevenir dramatique en été et à l'automne jusqu'à la principale récolte de riz de la saison de pluies, vers la fin de l'année. Pour éviter cette catastrophe, il faudra absolument que l'aide internationale parvienne, et massivement».*

Or, les dirigeants vietnamines qui sont loin, bien au contraire, d'avoir remporté les succès escomptés sur le terrain ne vont-ils pas tenter à nouveau de renforcer le blocage de l'aide pour user de l'arme de la famine. Tous les amis du Cambodge doivent donc se préparer à intensifier l'aide humanitaire et à exiger qu'elle soit apportée à l'ensemble de la population. Enfin, les nouveaux avertissements lancés par les organisations humanitaires en témoignent : tant que l'occupation vietnamienne subsiste, la survie du peuple cambodgien est en danger. Tout en menant la bataille indispensable de l'aide humanitaire, il faut exiger que la solution fondamentale susceptible de mettre fin à cette situation soit prise : retrait des troupes vietnamiennes conformément à la résoluton de l'ONU du 14 novembre 1979, élections libres au suffrage universel sous contrôle de l'ONU.

Envoyez vos dons en argent ou en médicaments au Mouvement Solidarité Cambodge, c/o Mme Lamiral, BP 22, 94800 VILLEJUIF, en spécifiant au besoin l'organisation à laquelle vous souhaitez qu'ils soient adressés : Croix Rouge du Kampuchea Démocratique, Croix Rouge, UNICEF.

Jean Quercy

AFGHANISTAN - CAMBODGE

Deux sales guerres

Un correspondant de l'*Observer* de Londres qui est passé d'Afghanistan à New Delhi (Inde), a déclaré que 80 % des villages situés sur la route principale qui va de Ghazhi à environ 110 kilomètres au sud de Kaboul à Kandarhar ont été complètement rasés. Alors que diverses sources faisaient état de bombardements au gaz toxique par les Soviétiques dans la province du Khunar, le témoignage de Mike Barry, observateur de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme, l'a confirmé : environ 130 000 Afghans ont été obligés de fuir cette province située à l'Est de l'Afghanistan où le gaz toxique a été massivement utilisé.

Au Cambodge, diverses sources faisaient état d'utilisation de gaz toxiques, en particulier le gouvernement du Kampuchea Démocratique. Le CICR sans le confirmer encore prend ces révélations très au sérieux, puisqu'il a chargé un laboratoire de Genève de faire des analyses à partir d'échantillons prélevés sur des Khmers qui en auraient été victimes.

Dans notre précédente édition nous avons donné la parole à Mme Ieng Thirith qui nous a expliqué en quoi consistait la politique de *«front de grande union nationale patriotique et démocratique»* du gouvernement du Kampuchea Démocratique. Lors de son voyage à Pékin, où il était reçu par le premier ministre Hua Guofeng et le ministre de la défense Keng Biao, Khieu Samphan, président provisoire du front, a encore insisté sur le fait qu'envisager une lutte armée de longue durée et être prêt à la mener ne contredisait en aucune façon la recherche d'une solution politique conforme à la résolution de l'ONU. *«Le seul et unique point clé de cette solution politique,* a-t-il ajouté, *est le retrait total de toutes les troupes de la clique de Hanoï du Kampuchea, laissant le peuple du Kampuchea régler lui-même ses problèmes, sans aucune ingérence étrangère».*

FORCES PATRIOTIQUES CAMBODGIENNES

Des tendances au rapprochement s'esquissent

Voyons maintenant quelles sont les positions des deux autres principales tendances, parmi les forces qui condamnent l'occupation vietnamienne.

Le FNLPK de Son Sann

Son Sann est le leader du FNLPK (Front National de Libération du Peuple Khmer). Agé de 78 ans, il fut 17 fois ministre de Sihanouk à qui il a offert en vain de prendre la présidence du FNLPK. Tout en partageant les fortes préventions du prince vis-à-vis des «Khmers rouges», il a jugé indispensable dès 1979 d'entreprendre la lutte armée. Quittant Paris où il vivait depuis 10 ans, il est parti former un maquis qui reçoit, entre autres, l'aide des Thaïlandais, et est commandé par le général Dien Dell, ancien officier de Lon Nol. En décembre, il déclarait au journal *Le Monde* : *«Le vote de l'ONU est une planche de salut pour le Cambodge. C'est à partir de cette résolution qu'il faut œuvrer en vue d'un cessez-le-feu, d'un retrait des forces armées vietnamiennes sous le contrôle des Nations Unies, d'une conférence internationale et d'élections au suffrage universel et au scrutin secret. Mais, d'abord, il faut que toutes les parties au conflit s'engagent à lever le blocage de l'aide internationale pour que le peuple puisse survivre, et que les représentants des diverses composantes khmers, y compris ceux qui collaborent avec le Vietnam, se rencontrent dans un lieu neutre pour déterminer le sort du Cambodge, pour mettre fin au drame et pour reconstruire le pays».*

Depuis lors, il est de plus en plus question d'une rencontre entre Son Sann et des représentants du Kampuchea Démocratique.

La confédération des Khmers nationalistes de Sihanouk

Quant au prince Sihanouk, leader de la *Confédération des Khmers Nationalistes*, depuis son départ du Kampuchea et après avoir plaidé la cause de celui-ci à l'ONU contre les Vietnamiens, il a fait des déclarations changeantes et parfois contradictoires. Après avoir envoyé aux dirigeants vietnamiens des propositions de rencontre et de négociations restées sans réponse, il s'est dès lors déclaré convaincu que la résistance armée était indispensable. Comme solution politique, il a préconisé jusqu'à présent une *«troisième conférence de Genève»* à laquelle participeraient outre les Cambodgiens, le Vietnam, l'URSS, la Chine, la France, les USA. A la différence de la résolution de l'ONU, une telle solution n'impliquerait pas le retrait inconditionnel des troupes vietnamiennes, et pourrait laisser aux dirigeants vietnamiens la possibilité de conserver le Cambodge dans leur sphère d'influence.

Mais, récemment lors d'un voyage en Guinée, il a paru nuancer sa position, même si d'importantes différences subsistent dans un sens excluant moins l'application de la résolution de l'ONU.

«Premièrement, envoi au Cambodge d'une armée onusienne ou de contingents armés de pays non-alignés pour réaliser chez nous le cessez-le-feu, prendre la relève des troupes vietnamiennes d'occupation et désarmer les Cambodgiens belligérants.

Deuxièmement, organisation sous contrôle international d'élections générales au suffrage universel et au scrutin secret, permettant au peuple cambodgien d'exercer ainsi sa souveraineté et d'élire librement les dirigeants et le gouvernement dont il veut doter son pays. A cet égard, il est bien entendu que tous les partis politiques, sans exeption, pourront présenter leur candidature. Le Parti communiste des Khmers rouges et celui de M. Heng Samrin, qui l'un et l'autre affirment urbi et orbi qu'ils jouissent à l'heure actuelle, chacun de son côté, du ferme soutien de la totalité de la nation cambodgienne, auront ainsi une belle occasion de légitimer leur «gouvernement» et d'affirmer la légalité de celui-ci. Mais, si notre peuple décide de choisir à leur place le parti de Norodom Sihanouk, ou un autre parti politique, pour gouverner et administrer le pays, il faudra respecter sa volonté qui s'exprimera par les bulletins de vote et non pas par les coups de fusil et de canon.

Troisièmement, neutralisation du Cambodge avec garantie internationale.»

J.Q

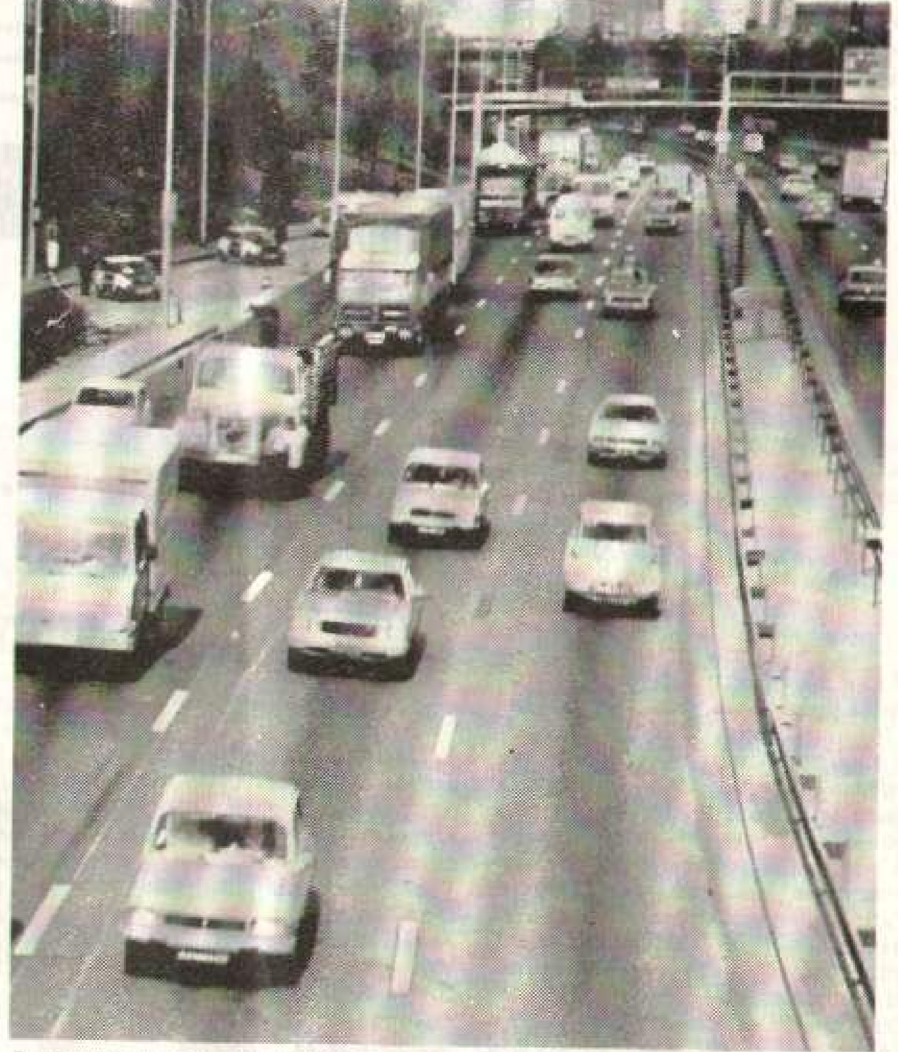
TRUSTS DE L'AUTOMOBILE

Ils roulent pour eux

Au sein de la bagarre sans merci que se livrent les trusts de l'automobile dans un marché mondial de plus en plus saturé et déjà conquis, c'est à coups d'accords commerciaux, industriels et financiers – auxquels on assiste ces temps-ci – que ces trusts pratiquent une course effrenée aux marchés.

D'un côté, les trois grands «géants» US qui connaissent une baisse de leurs ventes, General Motors (moins 21,08 %), Ford (moins 24,3 %) et Chrysler (moins 32,6 %), licencient à tour de bras. Déjà, on compte aux USA 100 000 travailleurs de l'automobile (soit 1 sur 7) au chômage, et 40 000 au chômage temporaire. En même temps, ces trois trusts US se lancent dans un défi technologique à l'horizon des années 85 (aérodynamisme, nouveaux matériaux électroniques, etc...). De l'autre côté, les trusts européens commencent eux-aussi à jeter nombre de travailleurs à la rue, comme à Sochaux en France ou à la British Leyland en Angleterre (25 000 suppressions d'emploi). Et, simultanément, on assiste à une bataille rangée pour s'emparer du plus grand nombre possible de marchés et rester compétitifs.

C'est ainsi que Peugeot-Citroën et Renault déploient leurs efforts pour pénétrer en Amérique Latine. Ce continent offre aux trusts des opportunités de développement, le parc des voitures, évalué à 11 millions de véhicules, devant doubler d'ici 1985 d'après une étude récente d'Eurofinances.



Luttes d'influence autour de gros marchés, restructurations pour être plus compétitifs... développement de l'intérim et des contrats à durée déterminée. Ça roule pour eux.

A L'ASSAUT DU MARCHE DU TIERS-MONDE

Contrairement à Volkswagen, leader sur le marché latino-américain avec les deux monopoles US, Ford et General Motors, tant Renault que Peugeot ont, jusqu'ici, une faible implantation en Amérique latine, hormis quelques «donjons» pour Renault, comme l'Argentine, la Colombie dont Renault contrôle plus des deux tiers du marché automobile.

Aussi, pour y pénéter davantage, les deux trusts français viennent de passer d'importants accords.

D'IMPORTANTS ACCORDS

C'est Renault qui renouvelle avec la Colombie son accord en l'élargissant (création d'une usine de fabrication de boîtes de vitesses qui produira 200 000 unités l'an). C'est Renault encore qui escompte consolider sa présence en Bolivie par la signature du pacte andin. C'est encore lui qui veut signer un accord avec le Mexique, par lequel la société VAM (Vehiculos Automatores Mexicanos), filiale de la FISOMEX – société holding détenant la participation de l'État mexicain – recevra la licence de fabrication d'un nouveau modèle Renault destiné au marché mexicain. Ceci en même temps qu'est prévue également la construction d'une nouvelle usine de moteurs et trains au Mexique.

Quant au deuxième trust français, Peugeot-Citroën, il n'est pas en reste et vient de s'associer en Amérique latine avec la firme italienne Fiat qui couvre 22 % du marché en Argentine. Par cette association, l'ensemble Fiat-Peugeot-Citroën escompte 35 % du marché et un chiffre d'affaires de 600 millions de dollars. De même, Peugeot-Citroën, jusqu'alors écarté du plus gros marché latino-américain : le Brésil, a trouvé en Fiat un partenaire déjà bien implanté qui lui permettra ainsi d'y prendre pied.

On le voit, la bagarre est rude pour remporter les parts du marché.

UNE BAGARRE SANS MERCI

En témoigne encore le gros morceau que vient d'emporter Renault – non sans les financements de deux de ses concurrents, en particuler Fiat, qui lorgnait également l'affaire – en signant avec le Portugal un accord portant sur l'installation de quatre usines de production de moteurs et voitures. Le but : devenir le plus grand constructeur local et détenir un quasi monopole sur les autres concurrents.

L'objectif des trusts européens : résister et pouvoir affronter les trusts US, tant sur le marché européen que mondial. Pour cela : la recherche de la compétitivité à tout prix.

RECHERCHE DE LA COMPETITIVITE ET... LICENCIEMENTS

C'est en ce sens qu'il faut analyser l'entente passée entre Renault et Volvo, première firme suédoise, tout en permettant par ailleurs à Renault de pénétrer sur quatre marchés scandinaves (3,3 % seulement de ventes en Suède et 4 % en Norvège). Il s'agit d'accéder à des séries de composantes plus longues. Mais aussi et surtout, cette recherche de la compétitivité passe par un remodelage de l'appareil industriel qui ne peut qu'entraîner fermeture d'usines jugées moins rentables et formation d'installations ultra-modernes. Ainsi, Renault recherche l'automatisation des chaînes au maximum et prépare une nouvelle génération de robots très sophistiqués.

Aujourd'hui cela se traduit par un développement de la pratique des contrats à durée déterminée, comme chez Peugeot-Citroën, ou de l'intérim, comme chez Renault.

Un patron de l'automobile déclarait (cf Le Monde du 3.7.79) : *«La défense de notre compétitivité exige non seulement le plafonnement mais la diminution de nos effectifs».*

Aujourd'hui, les trusts de l'automobile font peser sur les travailleurs de graves menaces de licenciements massifs.

Catherine Lemaire

RENAULT - BILLANCOURT

A l'heure de la restructuration



De 1978 à 1979, la production de voitures particulières fabriquées en France par Renault est passée de 1 240 véhicules à 1 403 949, soit une augmentation de 13,1 %. Les affaires marchent donc bien. Au cours de la même période, les effectifs de la Régie sont tombés de 110 485 en 1978 à 108 586, soit une baisse des effectifs de 1 900 travailleurs. Et, ce n'est pas fini, loin de là, puisque du 1er janvier 1979 au 31 octobre 1979, les effectifs ont fondu encore de 1 622 emplois. Baisse des effectifs d'un côté, augmentation de la production de l'autre. Telles sont les deux faces de la politique de la Régie Renault. L'intensification de l'exploitation des ouvriers est au cœur des succès de Renault. Une politique qui va se poursuivre et se renforcer pour consolider les positions de Renault dans la concurrence internationale. Une politique dont le but est de réduire de façon systématique la part des salaires dans le total de la production : celle-ci est passée de 29,24 % en 1975 à 24 % en 1979. Pour cela, tous les moyens sont bons. Voyons comment cela se passe à Renault-Billancourt.



Le démantèlement de la forteresse

Forte de 38 206 travailleurs en 1970, l'usine de Renault-Billancourt n'en comptait plus que 29 251 fin 1919.

Depuis 1975, progressivement, Renault-Billancourt a été divisé en trois établissements.

La DUB (Direction de l'Usine de Billancourt) qui est axée sur le montage automobile avec les services et la fabrication mécanique dépendante. Elle comptait en octobre 1978, 16 491 personnes dont 14 367 ouvriers et employés.

Les services de la Régie Renault qui employait 11 021 personnes en 1978, dont seulement 3 447 ouvriers et employés.

La direction de l'outillage, (DODM) employait 2 091 personnes dont 1 677 ouvriers et employés.

Renault-Billancourt est en plein démantèlement. En dix ans, la part des effectifs de Billancourt dans la Régie est passée de 44,2 % en 1969 à 26,4 % en mai 1979. Jugées trop vétustes par la direction, les installations de Billancourt sont peu à peu transférées vers d'autres usines en province. Processus déjà largement engagé et qui se poursuit. Ces transferts sont l'occasion d'une concentration de la production et de suppressions d'emplois. Dans la seule période 1979-1981, la direction de la Régie prévoit le départ de six fabrications. Dans le même temps, à Billancourt, des installations sont modernisées pour réduire les coûts de production. Ce processus a pour résultat que du 1er janvier 1978 au 31 octobre 1979, les effectifs ont baissé de 2 212 emplois. Depuis 1970, la baisse des effectifs est de 9 000 emplois !

Comment procède la direction pour réduire les effectifs ? Bien des personnes seront sans doute étonnées d'apprendre l'ampleur de ces suppressions d'emplois car elles se sont produites sans vagues, «en douceur». Il n'y a pas eu de licenciements massifs et il n'y en a pas de prévus. La méthode consiste à ne pas remplacer les départs par de nouvelles embauches. En 1978, il n'y a eu, par exemple, que 95 ouvriers embauchés. La main-d'œuvre nécessaire est fournie par des maisons d'intérim. En novembre 1978, il y avait 817 intérimaires à Billancourt ; en octobre 1979, ils étaient 1 622. Les travailleurs intérimaires représentent maintenant plus de 5 % des effectifs à Billancourt. La direction peut les licencier quand elle veut. Le recours à l'intérim permet ainsi de restructurer et de supprimer des emplois «en douceur».

Derrière une apparence sans licenciments, il y a la réalité de nombreux licenciements d'intérimaires. Le recours à l'intérim permet de faire coller les effectifs aux besoins de la production. Par ailleurs, quand un atelier va fermer, la direction y met des intérimaires et quand il ferme, il n'y a pas de licenciements mais... des fins de contrat. La lutte contre les licenciements est évidemment difficile. Pour faire régner la division, la direction fait appel à 30 maisons d'intérimaires différentes.

Non seulement les intérimaires peuvent être licenciés à volonté, mais en plus, ils sont beaucoup moins payés que les travailleurs ayant le statut de la Régie. Entre un OS en intérim et un OS ayant le statut, il y une différence d'environ 1 000 F par mois !

L'AGGRAVATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Pour les travailleurs ayant le statut de la Régie, la restructuration signifie l'aggravation des conditions de travail. Jusqu'à présent, le travail à la chaîne, auquel personne ne se résigne, constituait un passage. La plupart des travailleurs qui y étaient condamnés pouvaient espérer aller ensuite au contrôle, à la manutention ou vers des postes de retoucheurs. Aujourd'hui, cet espoir disparaît. Des travailleurs dont les postes de travail, les ateliers sont supprimés se retrouvent mutés à la chaîne, sans espoir d'en sortir. D'où en ce moment, à Billancourt, une très grave détérioration des conditions de travail pour les condamnés à la chaîne.

La restructuration s'accompagne d'une multiplication des mutations arbitraires. Le temps de travail est toujours de 41 h 20 tandis qu'il y a une intensification du travail et une chasse aux temps morts dont l'occasion est fourni par la modernisation des ateliers. Cette modernisation s'ac- des
sion est fournie par la modernisation des ateliers. Cette modernisation s'accompagne de mutations avec pertes de salaire.

Comme on le voit, à l'heure même où les profits de Renault battent des records et où la production augmente, la situation des travailleurs de Billancourt se détériore. La forteresse ouvrière a subi de durs assauts de la part de la direction. Depuis 1975, des grèves sectorielles ont eu lieu. Elles se sont heurtées à une direction très dure, qui fait faire la production ailleurs, fait faire le travail par des briseurs de grève, lock-out.

Face à cette direction et à ses projets de renforcement de l'exploitation, la seule voie possible de succès passe par l'unité des travailleurs de la Régie : entre travailleurs ayant le statut et intérimaires, entre OS et ouvriers professionnels, entre usines.

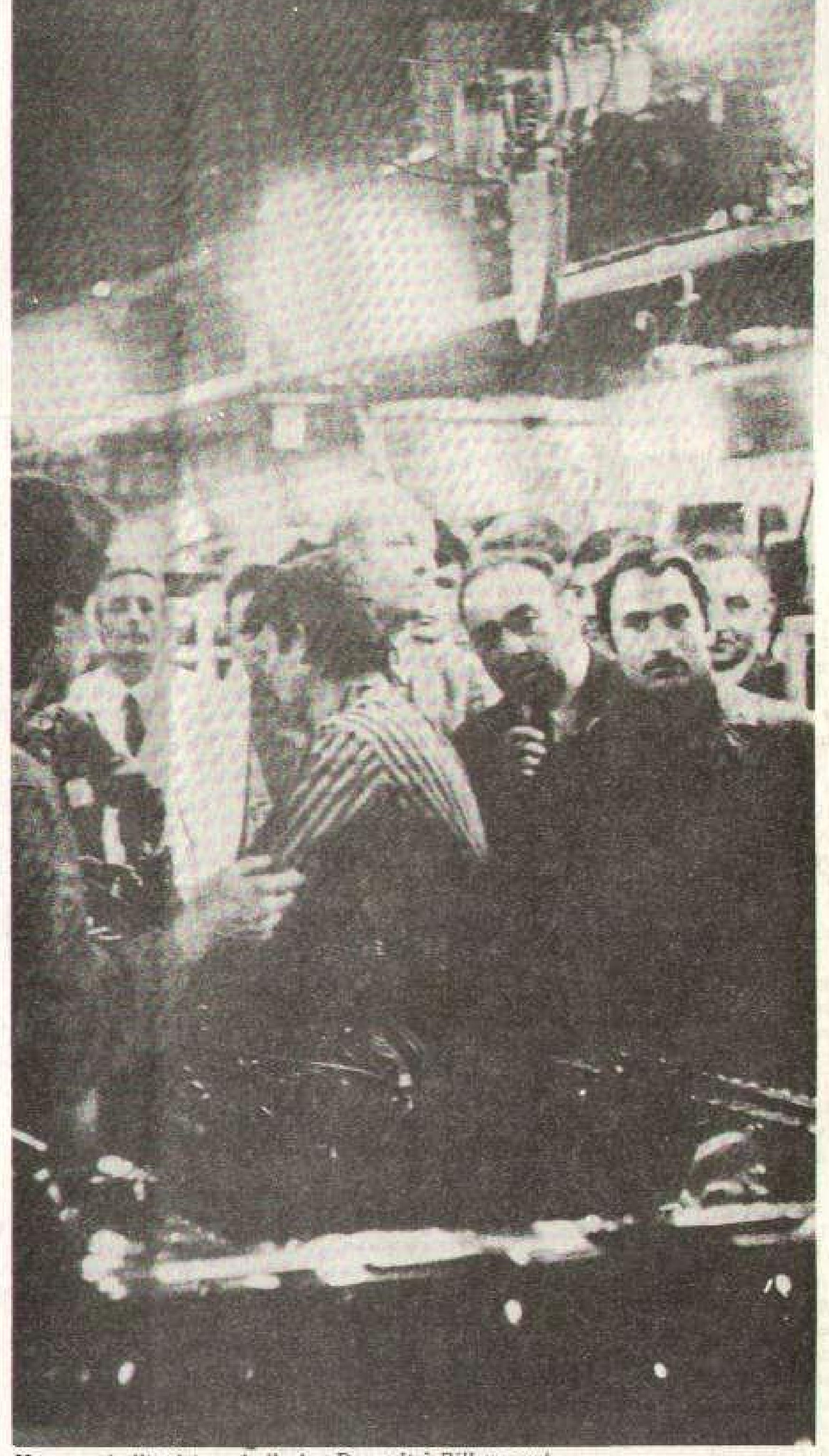
Face à eux, les travailleurs de Renault ont une multinationale puissante. Leur solidarité ne sera jamais trop grande contre elle.

Pierre Burnand

Les travailleurs immigrés à Billancourt

Environ un travailleur de Renault-Billancourt sur trois est un immigré. La plus grande partie d'entre eux sont Algériens, Marocains, Tunisiens. Viennent ensuite, les Italiens, Espagnols, Portuguais. Les travailleurs immigrés d'Afrique noire et d'autres pays représentent environ 4 % du total.

Au cours de ces dernières années, si la proportion des travailleurs immigrés s'est maintenue, elle a très nettement augmenté parmi les OS, puisqu'en 1971 , ils représentaient 62 % des OS et 76,3 % en 1978. Leur proportion a également augmenté de façon importante parmi les professionnels à la suite des luttes menées pour obtenir le statut de professionnels en 1972-1973.



Une vue de l'intérieur de l'usine Renault à Billancourt.

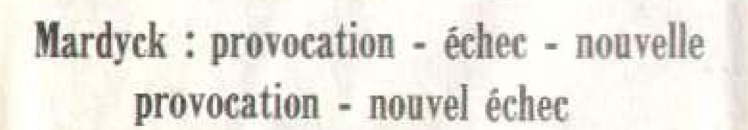
D'USINOR-MARDYCK A RENAULT-DOUAI

La riposte aux attaques contre les libertés syndicales

Un combat indispensable

Indispensable, c'est le mot en effet. Un rapide coup d'œil sur la situation sociale dans la région du Nord révèle à l'évidence que le combat pour les libertés syndicales à l'entreprise et le droit de grève est devenu indispensable. De Maubeuge à Dunkerque, en passant par Douai, Hordain, Roubaix, Lille..., le Nord, grande région industielle, contisutue aussi un vaste terrain d'expression de la délinquance patronale. On ne compte plus en effet les atteintes aux libertés syndicales dans les entreprises, et particulièrement, ces dernières années où le patronat n'a pas hésité à recourrir à l'organisation de commandos et à de véritables chasses aux sorcières contre des délégués syndicaux.





Mardyck : provocation - échec - nouvelle provocation - nouvel échec

A Usinor-Mardyck, dès que l'on gratte un peu le vernis paternaliste de la direction, c'est l'autoritarisme et la répression qui apparaissent. Cela vient à nouveau d'être confirmé par les suites du conflit du TM, qui sans aucun doute, n'a pas laissé un bon souvenir à François (il est vrai que la perte d'un contrat avec un gros client comme le Brésil n'a pas dû satisfaire la direction générale et son PDG Etchegaray). Au cours de la lutte, on s'en souvient, la direction n'avait pas hésité à brandir à tout bout de champ la menace de licenciements contre les grévistes et les délégués CGT, tout en manifestant son peu de respect pour le droit de grève en suscitant un commando de cadres pour attaquer le piquet de grève en pleine nuit... Par la suite, sous la pression de la lutte, et du mouvement de solidarité dans l'usine, François s'est vu contraint d'annuler plusieurs menaces de licenciements. Mais, une semaine après la reprise du travail au TM, trois ouvriers de Mardyck, dont un délégué CGT membre du CE, étaient convoqués au commissariat de police et au palais de justice, arrêtés et conduits menottes aux poignets à la maison d'arrêt de Dunkerque. Motif : un cadre avait été, dit-on, malmené et des petits feux allumés dans l'usine. La CGC se portait partie-civile, se rangeant ainsi délibérément du côté du patron, car comment ne pas voir qu'il s'agissait là d'une volonté affirmée de semer l'effroi dans l'entreprise en frappant un grand coup. La riposte ne devait pas tarder : débrayage à Mardyck et Usinor-Dunkerque, rassemblements de protestation au palais de justice, et, enfin, la manifestation du 21 mars qui rassembla plus de 2 000 travailleurs dans les rues de Dunkerque, sidérurgistes, dockers, travailleurs de la navale, au coude à coude pour obtenir la libération des trois de Mardyck.

Oui, la lutte a payé ! Et, sans conteste. Si trois jours après la manifestation de Dunkerque les ouvriers de Mardyck étaient rendus à leurs familles, c'est parce que les travailleurs dunkerquois, à l'appel de la CGT, avaient engagé la lutte. Riposter du tac au tac aux attaques patronales : oui, c'est la bonne voie.

La machination brisée

Cela se passait chez Talbot (ex-Simca-Chrysler) à Hordain, dnas le Valenciennois. Entreprise de plus de 2 000 travailleurs bien connue pour son zèle antisyndical, et pour le style musclé de ses relations avec les syndicalistes. La machination a été bien préparée : Philippe Clisson, qui vient d'être désigné comme délégué CGT, est fouillé à la sortie de l'usine... Il n'avait pas vérifié le contenu de son sac : le voici inculpé de *«vol»*. La direction bien entendu ne s'arrête pas là et veut licencier un autre ouvrier, Renzo Manca, sous prétexte qu'il ne peut tenir la production. Ce travailleur qui était affecté à cette machine depuis quatre ans seulement venait de passer à l'UL-CGT de Valenciennes... Chez Talbot, la direction dispose d'un auxiliaire tous terrains : la fameuse CSL, ce *«syndicat»* et véritable groupe terroriste patronal. Se battre ? Oui, bien sûr. Les travailleurs de chez Talbot en renforçant une CGT jugée *«indésirable»* par la direction, ont prouvé qu'ils prenaient les choses en mains directement pour leur avenir.

R. D.

Renault - Douai : le complot

Renault-Douai : plus de 7 000 travailleurs et une direction de choc – elle s'est *«fait la main»* si l'on peut dire en Argentine sur une unité de la régie – qui développe de manière planifiée une offensive générale contre les libertés syndicales. Mauvais salaires, cadences infernales, accidents qui se multiplient à un rythme accéléré : pour tenter de faire accepter cette politique la direction appuie sur la pédale de la répression. Dernièrement, un ouvrier à la fin de son travail se dirige vers la sortie. Il tâte machinalement sa musette qui lui paraît plus lourde que d'habitude. Il revient précipitamment aux vestiaires : *«on»* avait mis une perceuse dans son sac. A la grille, ils en seront pour leurs frais en fouillant ce travailleur qui, faut-il le préciser, est militant de la CGT.

Mais, il y a plus. Prenant prétexte de faits grossis et déformés remontant aux prud'hommales, le syndicat FO de Renault-Douai a porté plainte et obtenu l'inculpation de 13 travailleurs pour *«vol, violences et séquestration»*. Ces 13 travailleurs, soulignons-le, sont tous délégués (parmi les inculpés, il y a Jean-François Carré, secrétaire du CE et membre du conseil d'administration de la régie). L'affaire éclate à un peu plus d'un mois des élections de délégués à Renault-Douai... Bref, à l'aide d'un dossier vide et grâce aux bons services de FO, la directon a monté une vaste opération pour tenter de faire place nette dans l'usine avant l'installation des 200 robots. Ces 200 robots qui vont remplacer 800 travailleurs, et introduire une aggravation nouvelle des conditions de travail.

Là aussi, la mobilisation se développe : débrayages à l'usine, rassemblements, manifestations à Douai devant le palais de l'injustice. Nul doute que Dedeurwaerder, le directeur, verra son complot mis en échec par ceux de Renault. Le patronat a tort en effet de s'imaginer qu'il lui est possible de lever impunément la main sur les syndicats que se sont donnés les travailleurs.

Pour les marxistes-léninistes, une tâche est désormais à l'ordre du jour, la lutte pour la défense des libertés syndicales dans l'entreprise, pour le renforcement et le développement des syndicats face aux attaques patronales ! Oui, contre le découragement et le consensus, un mot d'ordre doit claquer : **défendons et renforçons nos syndicats pour l'unité et pour la lutte.**

Rémi Dainville

COMMUNIQUE DU COMITE DE PARTI «JEANNE LABOURBE» DU PCML

« Nous exigeons la libération immédiate des trois ouvriers d'Usinor -Mardyck»

«Une véritable infamie vient d'être commise par la justice patronale à Dunkerque : trois ouvriers d'Usinor-Mardyck ont été arrêtés et jetés en prison.

La direction de l'entreprise a pris prétexte de quelques faits mineurs, sans conséquence sur la marche de l'usine – un cadre malmené, des petits feux allumés – pour porter à un degré supérieur les provocations et agressions qu'elle ne cesse de commettre à l'encontre des sidérurgistes.

Il semble qu'elle ait mal digéré la lutte solidaire menée durant 36 jours par les grévistes du TM et les premiers acquis que ceux-ci sont parvenus à arracher.

Procédures de licenciements, menaces de sanctions, assignations en justice, organisation d'un commando de cadres attaquant en pleine nuit les grévistes ; oui, la direction d'Usinor-Mardyck n'a jamais manqué d'idées dans son combat infatigable contre le droit de grève et les libertés syndicales.

Les trois incarcération d'aujourd'hui sont un pas supplémentaire, particulièrement grave et inquiétant, dans cette escalade de la provocation.

Elles s'inscrivent dans une situation marquée par une attaque générale du patronat et du gouvernement contre les libertés démocratiques et la classe ouvrière. Rappelons les licenciements de militants CGT chez Talbot (à Hordain), à Renault-Douai, chez Peugeot à Lille, à Vallourec-Anzin, etc...

Le PCML :

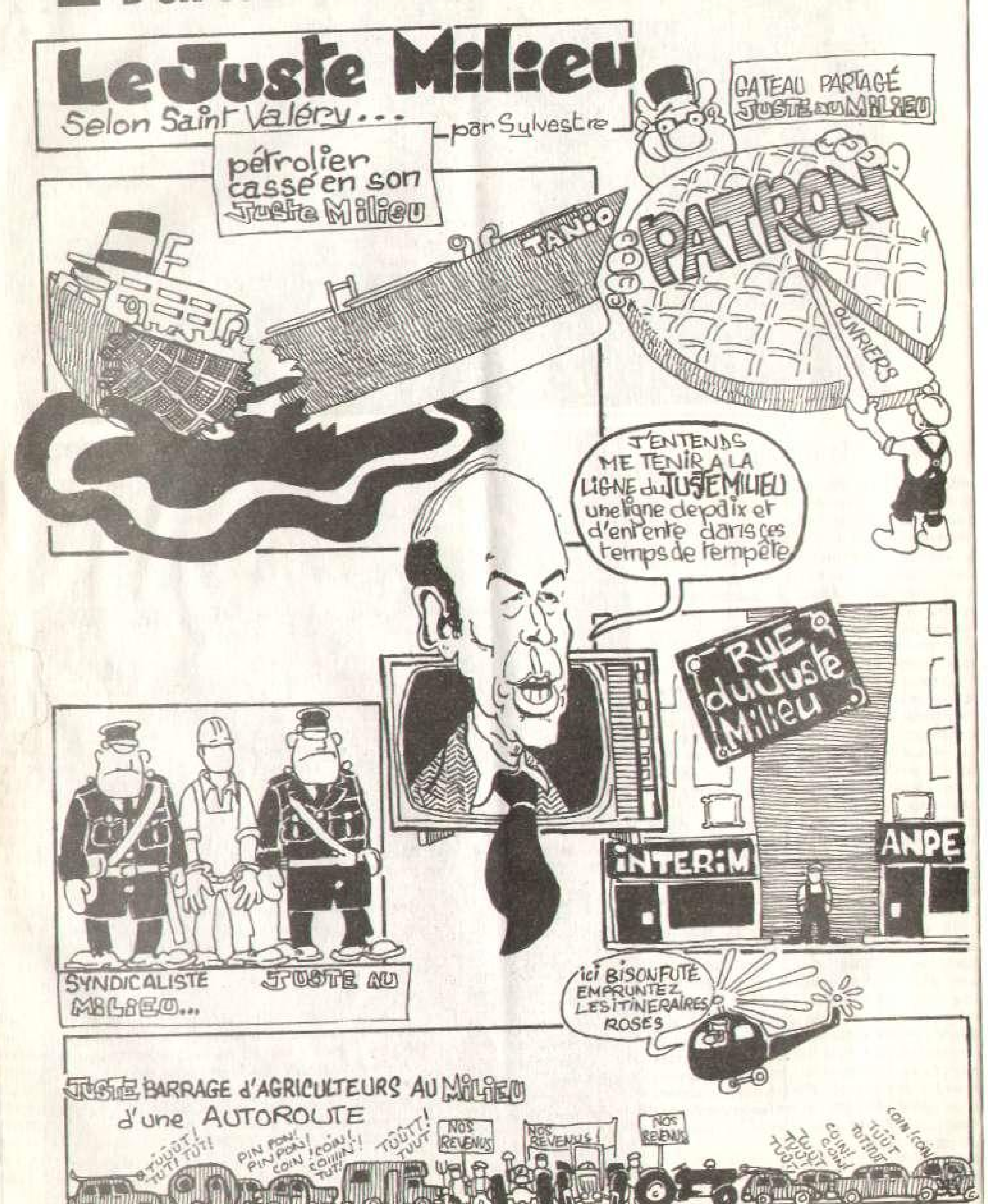
– exige la libération immédiate des trois ouvriers d'Usinor-Mardyck, la levée des inculpations et la réintégration des travailleurs à leurs postes de travail ;

– apporte sa solidarité entière au syndicat CGT d'Usinor-Mardyck dans son nouveau combat au service de tous les travailleurs de l'entreprise ;

– appelle ses militants à se mobiliser dans les entreprises et les quartiers pour riposter à la provocation anti-ouvrière.»

Lille le 19 mars,

Le Comité de Parti Jeanne Labourbe du PCML.



SUPER M ET MONOPRIX - MONTPELLIER

Depuis la grande grève de Mammouth en 1970, plusieurs grèves ont éclaté dans les grande surfaces de Montpellier (Galeries Lafayette, Barinis). Celles de Super M et Monoprix, qui ont duré 23 et 21 jours, ont permis de mettre en évidence plusieurs choses importantes.

La première, c'est la combativité réelle, résolue, des employés du commerce dont les conditions de travail, de salaire, leurs font adopter des formes de luttes qui étaient jusqu'à présent celles de la classe ouvrière.

La seconde, c'est la solidarité importante dont sont capables la classe ouvrière et tous les travailleurs, même dans les conditions difficiles qui sont celles d'aujourd'hui.

La troisième, une solidarité qui exprime une volonté d'unité, une volonté de remporter des victoires face aux attaques incessantes de Giscard-Barre et compagnie. Cette solidarité à laquelle notre parti a lancé plusieurs appels, souvent spontanée de la part des travailleurs et des sections CGT, mais aussi CFDT, a révélé en retour les carences de ceux qui avaient pour tâche première de l'organiser sur le plan syndical. Enfin, cette grève a montré l'importance de la coordination à l'échelon national de telles actions pour remporter des victoires. Pour faire mieux connaitre cette grève à nos lecteurs, notre correspondant a rencontré les représentants et représentantes des syndicats CGT de Super M et Monoprix. Arlette et Martine sont déléguées CGT de Super M et Monoprix. Arlette travaille au magasin depuis 15 ans, elle est déléguée depuis 10 ans. Actuellement déléguée syndicale du personnel et au CE, elle travaille comme caissière au libre service alimentation. Martine travaille depuis trois ans à Monoprix, à mi-temps car elle est étudiante. René est délégué du personnel titulaire CGT à Super M, il est boucher et a 8 ans de magasin.

«Maintenant quand on posera nos revendications la direction y réfléchira à deux fois ! »

Quelle sont les raisons et le contexte qui vous ont permis de déclencher cette grève ?

Arlette : Il y avait une journée d'action nationale du commerce le mercredi 20 février. Sur le plan local, au collectif CGT du commerce, l'ensemble des délégués avaient décidé qu'à Super M, aux Galeries Lafayette et à Monoprix on ferait des débrayages d'avertissement pour demander des augmentations de salaire. Les Galeries Lafayette ont fait une heure, nous deux heures, Super M la journée, et en plus, ils ont décidé de partir en grève illimitée.

Ça a fait boule de neige, et, nous le vendredi 22 février, à 14 heures, on partait aussi en grève illimitée vu que la direction refusait de satisfaire les revendications.

Martine : Il faut dire qu'il y avait un ras-le-bol sur les salaires et les conditions de travail. Les filles en avaient marre de faire le travail de deux, d'être maltraitées, les filles qui s'en vont ne sont pas remplacées, les malades non plus, etc...

René : Depuis janvier, on avait demandé un rattrapage de 5 %. Béghin, le directeur, n'a rien voulu savoir. Il fallait arriver à se faire respecter. Nous avions décidé d'arrêter toute la journée, car on pensait qu'une heure ou deux ça ne servait à rien. Pendant cette journée, on a discuté. Parmi le personnel, beaucoup ont demandé à continuer, les délégués aussi. C'est comme ça qu'on a démarré.

Une grève illimitée dans le contexte d'offensive patronale qu'on subit c'est difficile. Y avez-vous pensé ?

Arlette : Bien sûr, et ce sont d'ailleurs les employés qui ont décidé la grève illimitée. Nous on était pas trop pour, car on avait conscience de la situation et de nos possibilités. Alors, on a dit les choses clairement : *«Vous voulez vous mettre en grève illimitée, nous on vous suit, mais il faut que vous sachiez qu'il faudra tenir au moins un mois»*. Les filles ont été d'accord et elles ont tenu parole. Il faut le dire, car 21 jours après au moment du vote pour la reprise presque la moitié voulaient encore continuer et si Super M avait tenu bon, ici on aurait pu tenir une bonne semaine encore.

L'Union Locale CGT n'était pas favorable à la grève illimitée ?

René : Oui, ils n'étaient pas très chauds. Mais, je tiens à le redire, une heure ou deux ça ne sert à rien, et le plus dur aurait été de faire ressortir le personnel par la suite. Je ne néglige pas l'Union Locale, ils font leur travail. Mais, ils ne sont pas dans nos problèmes à l'intérieur du magasin. Nous on connait mieux le personnel. Il faut dire aussi qu'on était parti dans l'idée de déclencher ça sur le plan national. C'est pour ça que je suis monté à Paris vers le dixième jour.

Martine : Je voudrais dire aussi qu'à partir du moment où le mercredi 20 février il y avait eu un avertissement national, et où il y avait eu des forces en présence, si une grève se déclenche à partir de là on peut logiquement espérer que ça va suivre ailleurs, qu'on n'est pas isolé. En plus, Super M, qui part en grève illimitée (Super M et Monoprix ont les mêmes actionnaires), c'était pour nous une porte ouverte fantastique. Il ne pouvait pas y avoir de meilleurs conditions : une journée d'action et le se-

cond magasin sur la ville en grève illimitée, fallait pas se poser des questions 107 ans. On retrouvera rarement de telles conditions favorables. En plus, ça bougeait à Montpellier (les ouvriers de Génin occupaient les locaux, il y a eu des instituteurs en grève, les éboueurs, les facteurs). De toute façon, je pense qu'à partir du moment où des travailleurs sont décidés pour une action, le syndicat doit tout faire pour les aider à gagner.

Que pensez-vous des résultats obtenus ?

Arlette : On entend beaucoup dire à propos de nous que c'est une lutte exemplaire, que tout est bien, que de toute façon en ce moment, le patronat est très dur, etc... On tient à dire que sur le plan des revendications c'est négatif. On n'a rien eu, seulement une avance sur le mois d'octobre. C'est tout. Par contre, on ne perdra pas beaucoup d'argent entre les 700 F du CE, le bal, les collectes, ça nous fera à peu près la paie.

Martine : Ce qui est intéressant c'est la mobilisation des filles. 95 % du personnel dehors. Tout le monde qui sort ensemble et qui entre ensemble c'est important. On a aussi découvert des aspects de certaines filles que l'on ne connaissait pas.

Arlette : Oui, quatre ou cinq qui ont été acharnées, on l'aurait pas cru...

Martine : Et puis, il n'y a jamais eu de dispute entre nous, même quand il y avait des difficultés. Ça c'était bon.

Arlette : Il y avait un bon lien entre le personnel et les délégués. L'ambiance générale était bonne, et elle reste bonne. Il n'y a qu'à voir le nombre important d'employées au bal de soutien qu'on a fait après la grève. On peut dire que vraiment pour la première fois, les filles prenaient leur grève en mains, qu'elles étaient conscientes du mouvement. La direction l'a senti, elle est furieuse. Elle fait quelques brimades contre les déléguées, elle me contrôle les heures de délégation. Une autre déléguée a eu un rayon supplémentaire à tenir pendant quelques temps, etc... Mais, elle sait aussi à quoi s'en tenir si elle prend des sanctions contre quiconque, elle aura des débrayages, c'est sûr...

René : Au niveau des résultats, c'est entre les deux. Il y a encore beaucoup de points à éclaircir. On rencontre d'ailleurs Lenoble, notre PDG, demain 26 mars pour négocier. On n'a pas obtenu tout ce qu'on voulait, ça c'est clair, net et précis. Mais ni moi, ni mes camarades ne tirons un bilan négatif car ce mouvement nous a permis de nous faire davantage entendre au niveau de la direction générale, de nous faire davantage respecter. Ça c'est un acquis important : quand on posera nos revendications, la directon va réfléchir à deux fois avant de dire non.

SUPER M

– 240 personnes,
80 % de femmes.
– Un syndicat CGT : 80 adhérents, 12 de plus depuis la grève.
– 60 % de grévistes,
– 23 jours de grève.

MONOPRIX

– 120 personnes (10 hommes seulement.
– Un syndicat CGT : 40 adhérents,
– 95 % de grévistes,
– 21 jours de grève.

Pourriez-vous préciser les plus grandes difficultés rencontrées durant ces 21 jours, d'abord au niveau de la direction ?

Arlette : La plus grande difficulté, c'est qu'on a un directeur qui n'est qu'une boîte aux lettres, que pour négocier, il faut faire descendre quelqu'un de Paris.

Martine : Par rapport au magasin, ça été sa fermeture par la direction.

René : C'est surtout que la direction ne voulait pas que ce soit dit qu'on obtienne quelque chose pendant la grève par rapport aux autres magasins. Il y a eu aussi les 25 assignations en référé pour piquet de grève et ce qui était scandaleux, c'est que la direction n'a pas attaqué les délégués, mais les autres employés, c'était s'attaquer aux plus faibles pour faire peur.

Au niveau des clients ?

Arlette : Pendant trois semaines, ils ont été d'accord avec nous dans leur grande majorité. Ils ont été même solidaires et ont versé aux collectes qu'on faisait sur place. De ce côté là, pas de difficulté.

René : Deux ou trois ont essayé de foncer en voiture sur les piquets de grève, mais c'est tout, dans leur majorité ils nous soutenaient.

Parmi les grévistes ?

Arlette : Le plur dur c'était de les faire participer au mouvement. Au départ, elles avaient honte de tout, de distribuer des tracts, la collecte s'était de la mendicité, participer à une manifestation c'était énorme... Il faut dire que pour beaucoup ce ne sont pas des jeunes, qu'elles ont 20 ans de maison, et ça leur était réellement difficile. Mais, à la fin ça allait mieux et on est vraiment arrivé à faire participer tout le monde. Ça a été aussi difficile quand il y a eu les 26 référés à Super M. Il a fallu expliquer qu'on ne risquait rien, qu'il fallait continuer les piquets de grève ici.

René : On était une bonne centaine dehors et pour nous la difficulté a été de rester toujours aussi nombreux.

LES REVENDICATIONS DEMANDEES

– Augmentation immédiate de 5 % avec rappel depuis le 1er janvier.
Prime de transport à 100 F.
– 5eme semaine de congés payés.
– Aucun salaire inférieur à 2 700 F pour 40 heures.
Augmentation des salaires de 6 % au 1er mars 1980.
– Prime de vacances à 1 300 F.

CE QUI A ETE OBTENU

– La direction a donné 4 700 F pour le CE de Monoprix et 70 000 F pour le CE de Super M. Cette somme est à répartir pour les grévistes (les 7000 F du CE cités plus haut).
– Paiement des trois derniers jours de grève.
Retenue des autres jours de grève étalés sur deux mois.
– La prochaine augmentation générale s'effectuera dès que l'indice INSEE augmentera de 5 % par rapport à celui du premier mars 1980.

Dans la première quinzaine de mars, il y a eu plusieurs mouvements à Montpellier. Mais, bien souvent, chacun défilait un jour différent sans coordination aucune pour mettre toutes les forces ensemble...

Arlette : C'est difficile de mettre toutes les corporations en même temps. Par exemple nous, certaines filles hésitaient à se mettre dans la manifestation avec Génin (ouvriers du bâtiment), mais on y est arrivé quand même, bien sûr.

Sur le plan national, il y a 120 Monoprix, 7 Super M. Là aussi, il semble qu'il y ait eu des difficultés pour informer et lutter en même temps.

Martine : La fédération de Paris devait prendre contact. On pense que c'était à elle à le faire. Nous on a un peu essayer de le faire avec Aix et Orléans. Mais, par téléphone, on ne peut pas faire grand chose.

Arlette : Il faudrait des contacts directs. On a une réunion une fois par an, mais ce n'est pas suffisant. Il faudrait deux ou trois réunions par an et c'est faisable.

Devant ces difficultés, après 10 jours de grève, toi René tu es carrément monté à Paris...

René : Oui, je suis allé à Meaux (région parisienne), et puis on a réuni 4 magasins en présence de Scipion, secrétaire général adjoint. Les délégués ont dit que le personnel n'était pas chaud. Je pense que c'est vrai. Mais, il y a aussi un manque d'information du personnel à Paris. Finalement Evry a essayé un débrayage, mais ça n'a pas marché.

Par contre, les travailleurs de Montpellier, les sections syndicales, bien souvent spontanément, sont venus vous manifester leur solidarité.

Arlette : Oui, même on a été étonné de voir tout cet argent, à la FMTU en trois heures on a collecté 1 600 F. Il faut dire que de 7 heures du matin à 9 heures du soir, on n'arrêtait pas.

Martine : A la Sécurité sociale, 2 100 F environ. Mais, il y a plus que ça. J'étais à la collecte FMTU, c'était Et, ils nous disaient : *«Il faut continuer, il faut tenir. On est avec vous, s'il le faut, on mettra les cars en grève»*. Vraiment, ça allait très loin. Ils nous aidaient beaucoup. Pour les filles qui venaient, elles voyaient qu'on était soutenu.

Arlette : La mairie aussi nous a soutenu. On a eu des contacts positifs avec des élus locaux, le bureau d'aide sociale et tout ça a bien marché. On a eu aussi des collectes de 360 F du syndicat CGT d'Euroceral, 350 F du syndicat CFDT de Sud-Couleur.

René : Ça a été énorme ! Ce soutien moral qu'on a eu, de voir des gens qui nous aidaient. Si tu sais que tu es seul dans une grève, que personne vient t'aider, pas un centime qui rentre, que tu es ignoré dans ton coin, ça te sape le moral, ça empêche de tenir. Il y a même des gens qui sont plus qu'une aide financière, c'était une aide morale. On était au début de la grève, c'était vachement important. venus nous apporter du café sur le parking. C'est énorme ça. Le maire est venu, ainsi qu'une délégation du congrès de l'UL-CGT.

Interview réalisée par Michel Lopez



Piquet de grève devant Monoprix.

Le soutien du PCML

Dès le début de la grève, le Comité de parti affirmait son soutien aux grévistes par un message. Un article était immédiatement publié dans le *Quotidien du Peuple*. Huit autres le seront tout au long de la grève, popularisant ainsi cette lutte. Dès le quatrième jour, une collecte était organisée au nom du Parti sur un quartier populaire de *«La paillade»* (HLM *«Les tritons»*), et nos camarades ont recueillis 803 F dans la matinée. Quelques jours après s'étaient camarades ont recueilli 803 F dans la matinée. Quelques jours après s'étaient 300 F qui ont été récoltés dans un autre quartier populaire : le *«Petit Bard»*. La cellule François Marty de Sud-Couleur-Service envoyait 100 F dès les premiers jours aussi. 1 000 tracts du Comité de parti de Montpellier ont été diffusé sur deux marchés et de nombreux camarades, syndicalistes ou non, sont allés apporter leur soutien et discuter avec les grévistes. Le lendemain de l'assignation du référé dans un message au syndicat CGT, et aux grévistes de Super M, le Comité de parti témoignait de soutien face à cette attaque contre le droit de grève. Nous avons demandé à Arlette, Martine et René ce qu'ils pensaient de notre modeste travail de soutien.

Arlette : *«On n'a pas à faire de critiques au contraire, on est bien content qu'on nous ait soutenu. Même, on ne s'attendait pas que vous veniez aussi assidument, c'est quand même vous qu'on a le plus vu».*

René : *«Je pense que ça a été très bien. Il y a eu de la solidarité chez vous comme partout ailleurs. Votre journal a été régulier. Vous avez participé aux collectes, c'est bien».*

Les 45 jours de Plogoff

20 000 manifestants à Plogoff deux jours après le début de l'enquête d'utilité publique ; 50 000 au rassemblement de la Pointe-du-Raz le 16 mars, le surlendemain de la clôture de l'enquête. Voilà, résumé en deux chiffres, un premier bilan que l'on peut tirer des 45 jours de Plogoff.



Photo Josée ABIVEN

En fait, il est net que le pouvoir a subi un sévère échec. Cet échec est d'abord administratif : en effet, seules quelques centaines de personnes – sur une dizaine de milliers directement concernées – ont consulté les registres d'enquête. Elles ont été encore moins nombreuses à donner leur avis, et dans la quasi-totalité des cas, ces avis ont été défavorables. Le boycott de l'enquête a donc été un succès total pour le Comité de défense de Plogoff. Les récentes déclarations du ministre de l'industrie qui crie bien fort que de toute façon *«la centrale se fera»*, et cela avant même que l'avis d'utilité publique soit donné, démontrent une fois de plus que l'enquête est bidon.

BELLES PAROLES ET REPRESSION

D'autre part, psychologiquement, le pouvoir a multiplié les gaffes. Beaucoup ici croyaient en la parole de Giscard qui avait promis avant son élection que *«les centrales ne se feraient pas contre l'avis des populations»*. Les gens ont eu conscience d'être floués et tel ou tel qui, pendant la campagne des législatives, collait des affiches pour les candidats de droite, s'est retrouvé aux premières lignes contre les flics. Ceux-ci n'ont pas raté une occasion de se faire haïr en ajoutant à leurs violences leur mépris pour la population, écrivant par exemple sur leurs grenades des choses du genre : *«Pour vos sales gueules de bretons»* et *«les Capistes sont des bougnouls»*. Ensuite, leur présence pesante dans tout le Sud-Finistère (5 escadrons de gendarmes mobiles et 4 compagnies de CRS) a déclenché une véritable réaction de rejet : des affrontements les ont opposés à la population de Pont-Croix et à celle de Pont-l'Abbé. Dans cette dernière ville, située à 50 kilomètres de Plogoff, il n'y avait pas eu de manifestations violentes depuis le milieu des années 30. A Quimper, leur quadrillage de la ville et la chasse aux manifestants qu'ils ont pratiquée ont choqué les habitants, pourtant plus habitués à ce genre de chose. Enfin, et semblant ainsi répondre aux déclarations de Monsieur Constant (procureur de la République à Quimper), qui accusait la presse de parti pris, ils ont à de nombreuses reprises pris à parti des journalistes d'*Ouest-France*, du *Télégramme*, de *France-Inter* et d'*Antenne 2*, qu'il est quand même difficile de prendre pour des agitateurs professionnels. Il semble que le pouvoir pensait venir à bout de la réssistance des capistes en 15 jours, mais c'est le contraire qui s'est produit : la résistance s'est renforcée et étendue. Cela est si net que, sentant le vent tourner, les élus de la majorité ont tenté de ramener le calme en demandant simultanément au préfet de retirer ses troupes et aux habitants du Cap-Sizun d'accepter les registres dans les mairies. Cela montre bien que les notables craignent pour leur réélection . Les deux grands partis de droite, UDF et RPR, vont certainement faire les frais électoraux de ce premier round de la lutte de Plogoff.

Un autre parti va y laisser des plumes : le PCF. Lâché par l'Union Départementale CGT du Sud-Finistère, critiqué par nombre d'élus (des conseils municipaux à majorité PCF ont apporté leur soutien à ceux de Plogoff, plusieurs militants ont démissionné, la section PCF de Plogoff a complètement disparue). La fédération Sud-Finistère du PCF se trouve dans un isolement grandissant. Le PS, quant à lui, ne semble pas avoir souffert de la position ambigüe de sa direction au niveau national. C'est le seul grand parti à s'être clairement prononcé localement contre le projet de la centrale à Plogoff. Le PSU, lui, aura du mal à recueillir les fruits de son travail d'information et d'agitation, pourtant bien réel, et cela notamment par son refus d'assumer la violence. Par contre, deux idées ont certainement beaucoup progessé au cours des 45 jours de Plogoff.



Photo Josée ABIVEN

D'abord, le fait qu'une lutte massive, résolue, ne rejetant pas le recours à la violence, peut faire reculer le pouvoir ou au moins lui faire perdre la face, et en tout cas faire pression sur la justice. Par rapport aux vœux du procureur, les différents verdicts rendus ont été compris ici comme des mesures d'apaisement prises par les tribunaux. Ensuite, la lutte contre le projet de centrale a rassemblé la population bretonne, confrontée actuellement à ce qu'elle considère comme une agression de la part de l'État contre son droit à vivre et à travailler au pays : crise des productions agricoles, démantèlement du réseau ferroviaire, crise de la conserverie et aussi la marée noire qui frappe une fois de plus la côte nord de la Bretagne.

UNE DETERMINATION PLUS FORTE

Ici, la détermination de la population est donc plus forte que jamais et, à la fin de l'enquête, le maire de Plogoff pouvait déclarer sans fanfaronnade aucune : *«Plogoff a gagné une bataille mais n'a pas encore remporté la guerre. Aussi demeurons-nous vigilants et déterminés»*. Un nouveau rassemblement est prévu sur le site à la Pentecôte. D'ici là, il faudra faire campagne pour soutenir les quatre capistes accusés d'avoir rossé un garde mobile (trois d'entre eux sont toujours emprisonnés). On n'a pas fini d'entendre parler de Plogoff.

Correspondant BREST



Photo Josée ABIVEN

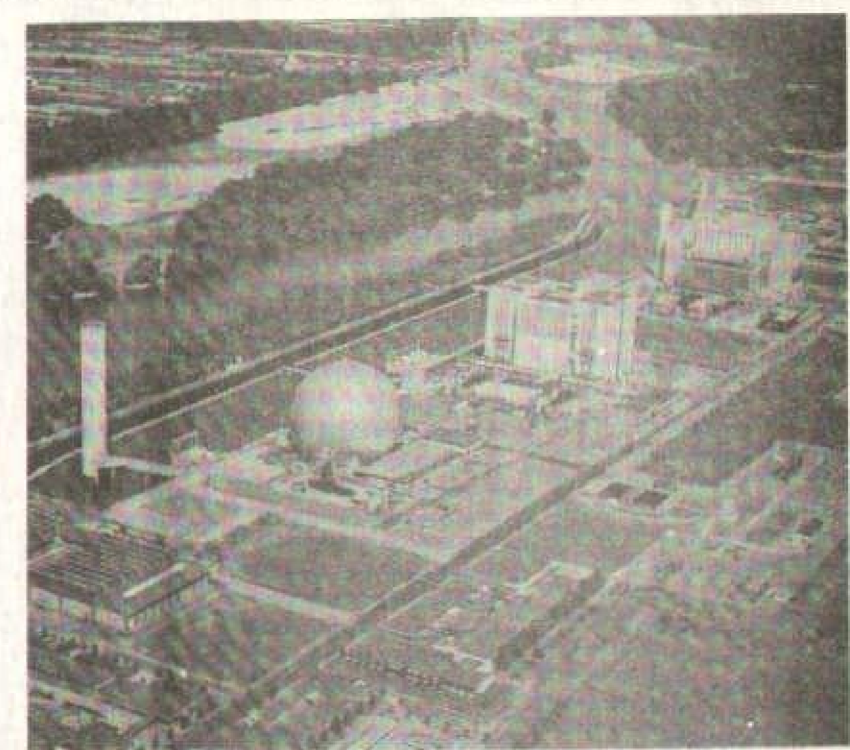
INTERVIEW

La question de l'énergie nucléaire suscite de nombreux débats, tant dans notre parti que dans la population. Nous avons publié dernièrement un dossier «Energie Horizon 2 000» où nous abordions cette question, dossier qui a amené un certain nombre de lecteurs à nous écrire. Ce courrier sera publié ultérieurement et réponse sera faite dans nos colonnes.

Comme premier élément de réponse, nous publions ci-dessous une interview d'un camarade travaillant comme technicien à la centrale de Chinon et membre du CIN (Comité Information Nucléaire).

Une pièce de plus au dossier qui permet de mieux comprendre pourquoi il nous faut lutter contre le programme nucléaire de la bourgeoisie.

C. D.



La centrale nucléaire de Chinon A. Ici on voit les trois tranches «graphite gaz». Chinon 1 (70 mégawatts) contenue dans la sphère est aujourd'hui déclassée.

Combattre le programme nucléaire de la bourgeoisie :

Une lutte juste

Où en est le projet d'extension de la centrale de Chinon ? Y a-t-il une opposition organisée ou non ?

Il y a une opposition organisée, c'est le CIN (Comité Information Nucléaire) et Chinon a le secrétariat de la coordination nationale. En juin dernier, une manifestation a été organisée contre le projet d'extension, elle regroupait des gens de diverses régions, elle s'est concrétisée par une exposition organisée à Chinon et une marche de Chinon à Avoine (7 kms) où est implantée la centrale.

Donc sur Chinon, l'opposition est toute récente. Elle a démarré par la création d'une commission nucléaire par l'UIS-CFDT, qui a tourné pendant un moment. Et puis, on s'est posé la question suivante : comment passer à un autre stade ? De cette réflexion est sortie la création du CIN sur Chinon, il a permis un élargissement à des gens qui n'étaient pas forcément à la CFDT. Ceci suite à une réunion publique où nous avions projeté le film qu'avaient réalisé les copains du CEA sur La Hague.

Ce développement, cet élargissement nous a permis de déboucher surtout vers des gens hostiles au nucléaire ou au tout nucléaire. Ce que l'on ne pouvait pas faire dans la CFDT.

Malgré tout, par le biais des copains de la CFDT participant au CIN, on garde toujours des liens avec le syndicat.

Par la suite, nous avons donc débouché sur la manifestation dont je parlais plus haut. Manif qui a regroupé entre 500 et 600 personnes.

Cette manifestation a été un événement assez important, jusqu'à maintenant EDF faisait référence à la région pour faire passer le nucléaire, elle n'y rencontrait pas de grande hostilité, et la région est la première en ce qui concerne l'installation de centrales nucléaires. Les gens se sont habitués à ce genre d'installation et quand ils pensent nucléaire, ils pensent à ce qui existe. Ce qui existe à Chinon A, c'est la filière à *graphite à gaz*, c'est-à-dire à charbon ; ou plus simplement ce qu'on appelle la «filière française», qui est beaucoup moins polluante au niveau de l'environnement. Bien sûr, c'est pas une installation qui est neutre, elle pollue pour sa part, mais beaucoup moins que les installations actuelles, même à puissance égale.

En plus sur Chinon A, c'était des prototypes, ce qui implique plus d'investissement en ce qui concerne la sécurité. En 1969, je crois, sur l'instigation de Louis Armand, ancien patron de la SNCF, la «filière française» a été abondonnée parce qu'elle ne correspondait pas au développement technologique mondial, la technologie américaine.

Ceci dit les gens de la région n'ont pas eu trop de réaction à la perspective d'extension. Même nous qui travaillons à la centrale, nous n'avons pas eu trop de réaction, parce que avec le *graphite gaz*, le débit de dose que l'on intègre est assez faible. Quand on rencontrait, en cours de stages, des collègues qui travaillaient dans des centrales à eau pressurisée, les gars nous racontaient qu'ils intégraient des doses de 1 rem, 5 rems ; alors que les doses pour nous étaient de 5 rems an ou 3 rems trimestre. Pour nous, il fallait prendre la plus petite dose possible, prendre toutes les précautions et effectivement toutes les précations étaient prises pour intégrer les plus petites doses possibles, alors quand les collègues des centrales nous disaient qu'ils intégraient des doses de 5 rems en une seule fois, on ne comprenait pas.

Au détriment de l'environnement et de la population

Tu parles d'intégration de doses, ça signifie quoi ? Pour la population, l'extension va signifier quoi, au niveau environnement ?

J'emploie le jargon de métier. Quand tu passes une radio, tu reçois une certaine dose de rayon X, pour nous c'est la même chose, sauf que c'est des rayons Gamma, mais au niveau du résultat c'est pareil. Tu n'a pas de trace, mais le passage des rayons détruit des cellules, par un phénomène d'ionisation. Si tu reçois trop de rayonnement, le nombre de cellules détruites est plus grand.

Aux stages de radio-protection, on nous disait d'intégrer les plus petites doses possibles et maintenant, avec le PWR (Presurized Water Reactor), c'est l'escalade. Les gars intègrent des doses, par an, équivalentes à celles que l'on intègre avec le *graphite gaz* en 10 ans.

Au cours de ces rencontres avec les gars d'autres centrales, on a un peu mieux vu les choses, ça nous a mis la puce à l'oreille.

Tout ça pour te dire que la population environnante ne voyait aucune objection à l'extension de Chinon. Au contraire, ils y voyaient des avantages au niveau financier, surtout les communes. L'implantation d'une centrale sur la commune d'Avoine, cela a signifié pour elle un afflux d'argent et la construction d'un CES, d'une salle omnisports, d'une piscine, etc...

La création du CIN a donc permis un niveau de prise de conscience au niveau du coin. L'extension de la centrale signifiait pour pourvoir transporter le courant, l'implantation de ligne à haute tension, donc de pylones de plus en plus hauts donc de plus en plus larges. Les copains du CIN en passant des montages diapos, ont réussi à faire bien comprendre cela aux paysans, parce que les pylones, ils seront installés dans leurs champs. Surtout qu'on se trouve dans une région de petites exploitations, les champs ne sont pas bien grands et quand tu as un pylone au milieu, quelques fois deux... En plus, c'est une région de vignobles. La plupart des vignes grimpent sur des fils de fer, quand ces fils de fer se trouvent dans l'axe de la ligne à haute tension, il se produit par un phénomène d'induction un courant électrique dans les fils de fer, surtout par temps humide. C'est pas mortel, mais tu prends une bonne bourre quand même. La solution c'est, soit de mettre les fils à la terre, soit de les remplacer par des fils de nylon. Les paysans n'étaient pas au courant de toutes ces choses-là.

En plus maintenant, ces lignes vont transporter des tensions de l'ordre de 400 000 volts. Dans certains pays, en URSS ou aux États-Unis, on conseille aux gens de ne pas rester plus de quelques minutes sous ce genre de ligne, parce que tu as un induit terrible qui se fait, et cela peut donner des malaises assez importants. Ça on oublie de le dire aux gens.

Faut rajouter à ça la percée qu'il va falloir faire dans les bois, les couloirs ainsi formés vont être de véritables chemins pour le gel, le courant d'air s'engouffrant dedans, et comme, il y a pas mal de vignes à flanc de coteau qui se trouvent protégées aujourd'hui par ces bois, tu imagines le dégât que cela peut faire.



Ce genre d'excroissance disgracieuse devient courant dans le paysage.

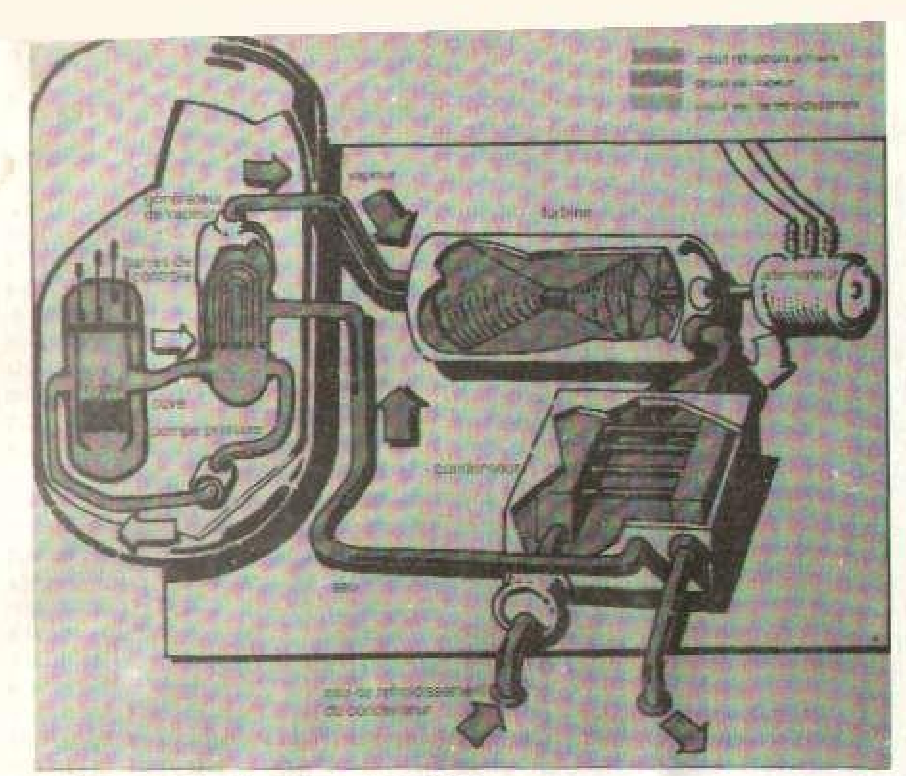
Enquête d'«utilité publique» ! ?

Pour en revenir à l'extension, qui d'ailleurs s'est faite ; l'enquête d'utilité publique, la première qui n'était même pas par rapport à l'installation, mais qui concernait le changement de réfrigérant, parce que dans le premier projet, c'était des réfrigérants hauts qui étaient prévus. Tu sais les espèces de grandes cheminées en béton que l'on voit dans les centrales. Il faut que j'explique le système pour la bonne compréhension. Il faut refoidir de grandes quantités d'eau, parce que si la source chaude c'est le réacteur, il faut aussi une source froide pour que ça marche, il faut qu'il y ait un échangeur thermique. C'est ce qu'on appelle dans notre jargon, le cycle de «Carnot». C'est le principe de la machine à vapeur, la source froide c'est pour condenser la vapeur, la vapeur allant de la source froide vers la source chaude. C'est un phénomène thermodynamique.

La municipalité se prononçait pour des réfrigérants hauts, là tu avais juste la nuisance visuelle, la cheminée, et le bruit de la cascade d'eau à l'intérieur. EDF a implanté des réfrigérants bas à tirage à induit, c'est-à-dire des ventilateurs qui vont réfrigérer par courant d'air, qui vont faire un bruit monstre. Tu vas avoir 18 ventilos de 400 kilowatts chacun, soit 8 mégawatts par réfrigérant. Tu t'aperçois qu'EDF se fout pas mal de l'avis des élus locaux. Les ventilateurs doivent tourner au mois d'avril prochain. Il n'y en a jamais eu de cette puissance en France. Les deux tiers de la production de la centrale vont passer dans les réfrigérants.

Va suivre l'enquête d'utilité publique pour la mise en service de Chinon B1 et B2, sur tous les problèmes de rejets. Il va y avoir en tout cinq enquêtes, découper les choses en tranches, cela permet de faire avaler bien des choses. La première enquête sera : *«Prise et rejet d'eau de refroidissement»* ; la deuxième : *«Rejets radioactifs liquides»*. Ça c'est le cadeau empoisonné que l'on fait aux gens avec le tricium. Le tricium, c'est un hydrogène atomique qui n'est pas stable, noyau d'hydrogène avec deux neutrons. C'est une vraie saloperie, qui de plus possède une durée de vie de 12 années. Il sera rejeté aussi bien sous forme liquide que gazeuse. C'est un gaz extrêmement dangereux.

La troisième enquête sera sur : *«Les rejets radioactifs gazeux de B1 et B2»*.



Principe de base d'une centrale nucléaire

avec toujours le fameux tricium.

La quatrième : *«Déclaration d'utilité publique pour B3 et B4»*. Là c'est l'extension proprement dite des deux autres tranches et enfin, la dernière enquête : *«Installations de stockage de A1»*. C'est-à-dire le déclassement de la première tranche. Je ne sais ce qu'ils vont en faire, peut-être la transformer en musée ?

Tu t'aperçois que les enquêtes d'utilité publique c'est complètement bidon. C'est simplement un respect de la légalité. Il faut qu'elles aient eu lieu. Après ils font ce qu'ils veulent, plusieurs exemples le montrent. Il faut que le dossier soit mis à la «connaissance» du public, comme à Plogoff avec des gardes mobiles autour. Alors quand Giscard dit que *«l'on n'imposera pas de centrale nucléaire aux populations qui n'en voudront pas»* ! ?

Pour en revenir aux rejets, tous les rejets liquides contenant du tricium, avec la Loire en période de crue, vont se déposer dans les champs, sur l'herbe. Après évaporation, il restera cette boue sur l'herbe que les animaux mangeront. Tu retrouveras du tricium et autres saloperies dans le lait. Bien sûr, en cas de contrôle de l'eau, ça restera dans les normes légales. Mais avec ce qui restera dans les champs, il y aura de quoi choper un bon cancer.

Les conditions de travail

Au niveau des conditions de travail dans la centrale, comment ça se passe ? Y a-t-il eu des accidents ?

Il y a eu des petits pépins, même des gros. Récemment, il y a eu deux collègues qui se sont fait irradiés au cours d'une manœuvre d'entretien. La tranche était arrêtée depuis 12 mois.

Les gars avaient pris l'habitude d'aller partout. Effectivement, quand un réacteur est arrêté, il y a beaucoup moins de risques. Tu n'as plus la fuite des neutrons. Pour imager, les neutrons c'est un peu la flamme d'un foyer. Donc quand le réacteur est arrêté, il n'y a plus ce flux de neutrons qui existe quand le réacteur vit, diverge, pour parler technique, quand il est «critique». Les gars faisaient donc une visite d'entretien et ils avaient un problème de fuite de CO_2 (gaz carbonique). Au cours de ce contrôle, ils sont passés en «zone rouge» sans s'en apercevoir, car l'accès n'en était pas matérialisé. La «zone rouge» c'est «danger de mort». Les gars ne sont pas restés très longtemps, mais suffisamment de temps pour intégrer 35 rems, sept fois la dose annuelle.

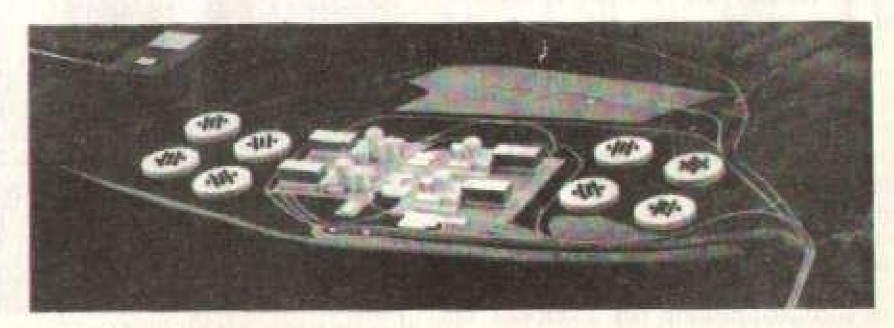
La direction est responsable de cet accident puisqu'il n'y avait rien qui empêchait de franchir cette zone.

En plus du point de vue de la médecine du travail, ce n'est pas un accident, mais une maladie professionnelle, avec tout ce que ça peut impliquer.

N'empêche que les gars ont gardé des séquelles à des niveaux profonds, jusqu'à la mœlle épinière. Ils risquent de s'en ressentir dans quelques années. Une étude a prouvé que même les petites doses que l'on intègre (5 rems par an) pouvaient avoir des effets néfastes sur l'organisme; cumulées, à longue échéance, on risque le cancer.

Dernièrement, il y a eu une réforme de la radio-protection, qui ne va pas dans le sens de l'amélioration de la sécurité. Avant, les chefs de groupe assumaient le rôle de radio-protection, maintenant les gars qui travaillent sur les tranches doivent l'assumer eux-mêmes, avec tous les risques que ça implique, car ils ne sont pas préparés pour ça. Cela s'est traduit par des pépins pas trop importants, mais ça risque de le devenir.

De plus en plus les conditions de travail sont déshumainisées avec en prime des réseaux de barbelés qui s'installent tout autour de la centrale. Ils vont même jusqu'à mettre des caméras en salle de commande pour surveiller. La raison invoquée c'est *«en cas d'invasion par un commando»*... mais aujourd'hui, elles servent à bien autre chose. Au niveau des badges magnétiques, ils sont valables comme clés pour entrer dans une «zone» ou une autre, mais ils servent aussi à contrôler les agents, leurs déplacements, etc... et pour le travail des délégués syndicaux, on voit ce que ça peut impliquer. Les jours de grève, les délégués ne pourront pas aller sur les tranches parce que leurs badges ne correspondront pas à telle ou telle zone.


Réfrigérants à tirage induit (maquette). Ils se trouvent représentés ici par les 8 cercles cernant la centrale.


Sécurité ramenée à sa plus simple expression pour les agents EDF et un développement scandaleux de l'intérim.

En un mot, caméras, barbelés, contrôles de toutes sortes, flicages des agents... le bagne quoi !

Et le problème des intérimaires, je suppose qu'il doit y en avoir pas mal à Chinon, comme ailleurs ?

Oui ! Ce qui se passe c'est que nous on se bat pour que ce soit au maximum des agents EDF qui fassent le travail, sachant d'abord qu'on a nos acquis sociaux, ensuite qu'il y a un meilleur contrôle médical. Mais pour EDF, il faut de plus en plus de main-d'œuvre, surtout en période de révision, pour parler un peu vulgairement de la «viande à rems». Il est sûr que dans l'avenir on fera de plus en plus appel aux boîtes d'intérim, à des travailleurs qui auront une moins bonne surveillance, moins d'exgences au niveau du boulot à faire. Le chômage actuel constitue une bonne réserve pour ce genre de choses. Quand ces travailleurs auront pris leur dose de rems, on les remerciera et on en prendra d'autres.

Ceux qui en profitent

Peux-tu illustrer la course aux profits que mène EDF ? Comment se concrétise-t-elle à Chinon ?

EDF fait des profits. Oui. On devrait plutôt dire l'État. Le coût de production de l'électricité est, on peut dire, assez faible et son prix de vente élevé, donc des profits assez gros dans l'escarcelle de l'État. Le coût du kilowatt/heure nucléaire revient à 12 centimes, après transport et distribution, c'es-à-dire arrivé chez le client, il vaut une vingtaine de centimes. En principe EDF ne doit pas faire de profits puisque les bénéfices doivent être autoréinvestis, ça c'est la théorie... Ceux qui se «sucrent» largement, ce sont les entreprises privées qu'il y a derrière : Framatome qui construit les cuves des réacteurs et Alsthom qui construit les turbines. Ce sont à ma connaissance les deux grands trusts qui travaillent pour EDF.

Pour ces deux trusts, qui sont seuls sur le marché avec EDF, le partage du gâteau est très lucratif. Pour eux, les profits sont réellement colossaux.

Cette course aux profits, comme ailleurs, ce sont les travailleurs qui en font les frais. Pour nous cela signifie : dégradation des conditions de travail, augmentation de la charge de travail... EDF cherchant à investir au moindre coût.

Le programme nucléaire de la bourgeoisie est une gigantesque course aux profits au détriment de la sécurité des agents et de la population. Voilà pourquoi on doit le combattre avec force.

Interview réalisée par Claude Dhalluin


Un marché juteux pour quelques gros trusts.

Cinéma

Violence sur la ville (de J.Kaplan)

Dans les années 1979, une ville nouvelle aux USA. Comme décor : des rues tracées au cordeau, un univers de béton et quelques terrains vagues. Ici tout est prévu pour produire, vendre et faire du fric. Les riches ont leur maison individuelle et leur morceau de gazon ; les pauvres sont parqués dans des sortes d'HLM-ghetto cernés de terrains vagues. Comme structures d'accueil pour les jeunes, rien n'est prévu à part l'école et le poste de police... Le seul lieu où les jeunes pouvaient se retrouver, un bâtiment en tôle ondulée, sera fermé par la police parce qu'il risque de gêner les «huiles» venues du Texas pour implanter dans la ville des installations de «bon rapport». Il faut donner une bonne image à ces messieurs. L'image d'une ville propre, sans «délinquance»,... bien sous tous les rapports... et sans âme.

Dans un tel contexte, face à un tel univers déshumanisé et répressif, les jeunes se révoltent. Une révolte qui débouche sur la violence, la drogue et le désespoir. Un rejet de «l'ordre établi» qui dans la tête de ces jeunes s'appelle : famille, école, police.

Ceci débouchera sur le drame, le chef de la police, aux méthodes pédagogiques à la «Kit Carson», au cours d'une de ces poursuites pour faire rentrer les jeunes dans le «droit chemin» qui sont l'essentiel de son travail, appuie un peu vite sur la gâchette et tue un des jeunes... Une bavure quoi !

Cette histoire se déroule aux Etats-Unis (à partir d'un fait divers arrivé il y a quelques années), mais pourrait tout aussi bien avoir comme cadre une de nos villes nouvelles, dans une de ces banlieues dortoirs, qui poussent au mépris des hommes qui les habitent, conçues par d'autres hommes qui pensent en termes de rentabilité et de profits.

Comme on le voit, un film qui traite d'une question importante et grave : les jeunes dans la ville face à un système qui réprime mais ne propose rien.

Dommage que ceci soit dilué dans une superdose de mélo qui ne rend pas les personnages très crédibles. Cela donne : La *«Fureur de vivre»* version 80, un tantinet dépoussiérée quand même, avec un zeste d'eau de rose, pour parachever le tout, qui noie l'aspect le plus intéressant du film... Vraiment dommage.

Claude DHALLUIN



Mamito : un film à voir

Après *«Coco la fleur»*, son premier film, Christian Lara a réalisé *«Mamito»*.

A chaque fois il s'agit d'évoquer la situation des Antilles et leurs liens avec la France. Dans *«Coco la fleur»*, à l'occasion des législatives de 1978, c'est l'aspect politique du problème qui est évoqué.



Dans *«Mamito»*, le réalisateur met en avant les questions économiques.

L'obligation faite aux Antilles de cultiver exclusivement la canne à sucre entraîne une dépendance totale vis-à-vis de la métropole. Toutes les denrées sont importées. Conséquence immédiate : un chômage important.

Le film s'attache à montrer que l'indépendance est indispensable pour changer la situation du peuple des Antilles.

Il montre aussi que c'est possible. Et qu'il faut réaliser l'unité de toutes les composantes du peuple antillais (Nègres (1), Syriens, Indiens, Békés (2). A travers les aventures de 4 Antillais et d'une vieille femme, c'est la vie du peuple avec ses difficultés, mais aussi ses moments de joie, de fraternité et de lutte que l'on découvre dans le film.

Une lectrice d'ORLEANS

(1) Les Antillais désignent ainsi la partie de la population antillaise venue d'Afrique.

(2) Blancs d'origine anglaise ou française vivant aux Antilles depuis des générations.

VIENT DE PARAITRE AUX EDITIONS DU CENTENAIRE



Le marxisme comporte trois parties constitutives : la philosophie, l'économie politique et le socialisme scientifique. Le matérialisme dialectique et le matérialisme historique constituent la base *philosophique* du marxisme. C'est l'objet de cette étude.

Comment appréhender les choses et les phénomènes qui nous entourent dans toute leur complexité, leur multiplicité, leurs contradictions internes et leurs liens réciproques ?

Comment analyser l'histoire de la société des origines jusqu'à nos jours, le processus de formation des classes, les composantes de la lutte de classes, le rapport entre les masses et l'individu, entre la superstructure politique et la base économique qui lui correspond ?

Telles sont quelques-unes des multiples questions que cet ouvrage nous aide à résoudre. L'auteur, Ai Siqi, un des plus célèbres philosophes chinois contemporains. C'est à l'intention des profanes et dans un souci constant de vulgarisation de la philosophie qu'il rédigea ce manuel, dans un style vivant et accessible, émaillé d'exemples concrets puisés dans la vie quotidienne. Son livre trouve donc tout son intérêt pour une *initiation* à la philosophie et la méthodologie marxistes, et pour son application *vivante*, à l'heure où certains grands esprits proclament un peu prématurément son inefficacité et sa faillite.

Néanmoins, l'ouvrage (rédigé en 1960) souffre de quelques défauts dans sa démonstration en procédant parfois par affirmations insuffisamment étayées. Certains passages présentent un aspect «dogmatique», par exemple sur le problème de la *conscience*, que le marxisme n'a pas encore entièrement résolu. En ce sens, il n'est pas une arme de combat suffisante contre toutes les conceptions antimarxistes et les «nouvelles» théories qui fleurissent en ces périodes de crise propices à toutes les déviations et remises en question.

Malgré les insuffisances, il reste, avec les *Principes élémentaires de la philosophie* de Politzer, un précieux support à l'étude individuelle des militants ou à l'organisation de cours élémentaires, et trouve sa place dans toute bibliothèque de cellule ou de section syndicale.

O. P.

«Matérialisme dialectique et matérialisme historique» de Ai Siqi. 498 pages, vendu 45 F aux «Herbes Sauvages», 70 rue de Belleville, Paris 20e ; ou par correspondance à Livres Services, 24 rue Philippe de Girard, 75010 PARIS (ajoutez 5 F pour participation aux frais de port et libellez vos chèques à l'ordre des Herbes Sauvages).

La démocratie ? Parlons-en ! De Plantu

Contrairement à ce que promet le titre, on ne trouve pas de discours dans ce livre ou alors il faut dire que Plantu parle avec ses dessins. Rien à voir avec des images d'Epinal. Plantu caricature avec une certaine vigueur les atteintes aux libertés qui ont lieu actuellement. Cela avec des dessins très simples, mais qui frappent juste. Ces dessins abordent les récents événements des deux années écoulées : pressions sur la magistrature, les flagrants délits, le club politique des quatre grands partis interdit à ceux qui n'ont pas 100 000 000 de tickets, mais aussi la multiplication des milices d'autodéfense. Une usine dans un corbillard, les ouvriers suivent à pied derrière, le patron suit devant en bus. C'est pour les licenciements. Ce thème occupe une large place dans le recueil de Plantu. Le plus souvent les caricatures de Plantu ont pour objectif de montrer ce que cachent les mots de la propagande gouvernementale et patronale. On trouve aussi quelques très bons dessins contre le racisme et les contrôles policiers. Les dessins sur l'URSS laissent supposer qu'il s'agirait encore d'un pays socialiste alors que c'est un pays devenu capitaliste et social-impérialiste. D'ailleurs si les USA sont dénoncés du point de vue de leur politique extérieure de superpuissance, l'Union Soviétique ne l'est que du point de vue de sa politique intérieure.

La marée noire, le fichage informatique, l'école-fabrique de chômeurs sont autant de cibles pour la plume acérée de Plantu.

Léon CLADEL

«La démocratie ? Parlons-en !» de Plantu, Ed. Alain Moreau. En vente 70 F à la librairie «Les Herbes Sauvages», 70 rue de Belleville, 75020 PARIS, Métro Pyrénées.



«La harpe et l'ombre»

ou la légende noire de Cristobàl Colòn

d'Alejo Carpentier

Le premier quart du 19e siècle allait prendre fin et l'on était soucieux au Vatican. Les nouvelles qui parvenaient du nouveau monde n'étaient pas réjouissantes. Le continent se détachait de la très catholique Espagne et les idées nouvelles venues d'Europe s'engouffraient sur les traces de Simon Bolivar comme l'air frais par la fenêtre ouverte le matin. Ne parlait-on pas de «*liberté de la presse*» ? De «*Nationalisation du clergé*» ? A n'en pas douter, Lucifer s'était infiltré à l'état-major du Libertador.

Il fallait réagir au plus vite. Le saint-siège décida d'envoyer sur place un jeune chanoine (le futur pape Pie IX) avec pour mission d'évaluer la situation et deproposer des solutions pour limiter les dégâts. Le voyage de Buenos-Aires à Santiago lui fut pénible.. Moralement surtout ! Pour l'Espagne c'était foutu ; irrémédiablement foutu ! Il restait à essayer de sauver ce qui pouvait l'être : la soumission de l'église latino-américaine au Vatican. «*Indépendance*», le cri maudit lui emplissait les oreilles, lancé par des millions d'hommes. Quelle torture pour le père de Syllabus.

Heureusement, il restait la religion. A Santiago, il vit défiler le cortège des pénitents du vendredi saint. Le caractère dramatique, presque médiéval, de la procession ralluma en lui une petite flamme d'espoir. La vigueur de la foi était telle sur ce continent. Son Cœur s'emplit d'une immense gratitude pour l'homme qui avait été à l'origine de tout : Christophe Colomb, l'illustre, le grandissime marin gênois, grâce à qui le nouveau monde fut découvert, évangélisé, civilisé. Et pendant que des pénitents, le front orné d'une couronne d'épines, portant une lourde croix, se mutilaient les genoux, tandis que d'autres se flagellaient le dos, une idée pris forme en son cerveau.

Un saint ! Il fallait donner à ce continent un saint à sa mesure ! Un saint qui symboliserait l'attachement du nouveau monde avec l'ancien, de l'église américaine avec Rome. Un saint d'une envergure planétaire incontestable. Si prodigieux qu'il serait a lui seul un puissant antidote contre les idées philosophiques empoisonnées. Et qui, précisément pouvait le mieux faire l'affaire que Cristobàl Colòn !

Dérisoire antidote ! Mais le jeune homme croyait ferme à son idée et, devenu pape, il se mit au travail. Il commanda au comte Roselly de Lorgues, ci-devant Français, un ouvrage faisant l'apologie du grand amiral. Ainsi naquit la légende dorée de Christophe Colomb. Légende que, du côté républicain, l'ont mit un point d'honneur à démolir. Ainsi naquit la légende noire de Cristobàl Colòn.

En 200 pages et 3 chapitres, Aléjo Carpentier met en scène et fait parler cet aventurier scrupuleux dont la découverte bouleversa le monde. Dans le premier chapitre (La harpe) le décor est planté : l'Europe et l'Amérique latine à l'heure ou le colonialisme vient de subir sa première défaite. Le second chapitre est consacré à l'étonnante et pathétique confession de Christophe Colomb (La main). Enfin, le dernier chapitre (L'ombre) au cours duquel se déroule le procès de béatification. Véritable comédie à l'italienne où l'on voit l'avocat du diable anéantir, avec humour et ironie, les derniers espoirs du gênois et de feu Pie IX. Rire, sourire, et s'instruire en 200 pages et 3 chapitres.

Autant de raisons pour sacrifier quelques heures à la lecture de : «*La harpe et l'ombre*». Roman d'Aléjo Carpentier, Collection «Du monde entier» chez Gallimard.

Alain Mercier

Poésie

Oiseau brûlé

Visage masqué
Et crânes au ras de l'air
Passants inconnus
Qui se ruent dans l'avenue
Vous passates l'attentat à la main

Craque l'alumette
Qu'on jette
Sur livres et chairs offertes
Rage lâche d'un attentat
Qui broie les livres
Et broie les vies en tas
Claire si belle aux traits défaits
Est lovée immobile
Dans un blanc lit stérile

Toi qui passes
Et lève les yeux sur la carcasse
Du Phénix assassiné
Ecoute bien
Au loin
Le battement
Qui reprend
Souffle et vie
La froide folie
La déraison mesurée
D'une poignée
N'entrave
Ni passion, ni raison
D'aimer ce peuple d'Asie
Sur les pages brûlées
Des livres assassinés
Une phrase est plantée
Malheur à la terreur

Le Phénix de ses cendres
Encore une fois
Renaîtra

Ce 8 mars 1980 - Une camarade

ZIMBABWE
Une ère nouvelle s'ouvre

(suite)

Cette situation inquiète les Britanniques qui pensent depuis plusieurs années à se débarrasser de cette colonie encombrante. Ils ont pour cela élaboré plusieurs plans successifs. Tous ont échoué. Il s'agit en effet pour eux de laisser une situation pas trop explosive après leur départ. Mais, ils se heurtent à l'attitude intransigeante des colons blancs rhodésiens qui ne veulent abandonner aucun de leurs privilèges.

En 1964, ces colons élisent comme premier ministre Ian Smith, le chef du «*Front rhodésien*», un dur parmi les durs.

Voyant que les projets britanniques menacent tout le système de discrimination raciale, Ian Smith n'hésite pas à proclamer unilatéralement l'indépendance de la Rhodésie le 11 novembre 1965. Il est en cela très fortement encouragé en sous-main par des puissances comme la France qui voit là un moyen d'affaiblir l'influence britannique en Afrique.

A l'intérieur du pays, le «*Front rhodésien*», d'extrême droite, fait régner la terreur. Des milliers d'arrestations sont opérées parmi les nationalistes noirs. Les réfugiés commencent à affluer vers les pays voisins, la Tanzanie, la Zambie, et plus tard, le Mozambique. Ils atteindront en quelques années le chiffre d'un demi million.

Au niveau international, le régime raciste est isolé. Sur proposition de la Grande Bretagne, un embargo général est voté à l'ONU. Il ne sera jamais réellement respecté. Par le biais du voisin sud-africain les liaisons restent possibles. Et la France en particulier, mais l'URSS aussi, continuent à faire des affaires avec les colons blancs. La France équipe notamment une partie de l'armée des racistes.

Un instant décapitée par la répression, l'opposition noire se recréée à partir des camps de réfugiés. C'est en 1972 que démarre véritablement la guérilla qui bénéficie de toute la sympathie de la population noire. A chacun des deux mouvements de résistance, ZANU et ZAPU, correspond une force armée : la ZNLA et la ZIPRA. Cette dernière, moins nombreuse et moins bien implantée dans le pays, est cependant très bien armée : Moscou qui voudrait bien renouveller le coup de l'Angola, en dressant les mouvements de libération l'un contre l'autre, accorde en effet son soutien exclusif à la ZAPU. La ZANU pour sa part est soutenue militairement par la Chine, la Yougoslavie, la Roumanie et des pays africains. Elle prône une politique de non-alignement.

Les plans soviétiques échoueront. Sur la proposition de Robert Mugabe est créé en 1977 le «*Front patriotique*» qui coordonne les actions des deux mouvements. La leçon de l'Angola a été tirée.

A partir de ce moment, les victoires sur le terrain de la guérilla vont s'accroître de mois en mois. Dès 1978, sont créées des zones libérées dans lesquelles les paysans sont organisés en coopératives et dans lesquelles toute une infrastructure scolaire et sanitaire est créée par les guérilleros. Malgré les raids sanglants des forces racistes contre les camps de réfugiés au Mozambique et en Zambie, la guérilla va prendre possession de l'ensemble des campagnes, isolant les villes.

Le régime blanc tente plusieurs manœuvres en incorporant au gouvernement des leaders noirs depuis longtemps discrédités comme le pasteur Sithole ou l'évêque Muzorewa, c'est un nouvel échec.

Après les Américains, Londres, qui suit toujours la situation de près, propose alors ses bons offices. Le Front patriotique accepte de négocier, mais en maintenant la guérilla et les progrès enregistrés tout au long des deux années de négociations ne seront en fait que l'expression du nouveau rapport de force qui s'établit sur le terrain.

Après plusieurs échecs, un accord est enfin signé fin 1979 qui traduit la victoire militaire des nationalistes noirs. Smith doit capitulier et accepter des élections et un parlement à majorité noire : sur 100 sièges 20 vont aux blancs et 80 aux noirs.

Smith, tout comme les Anglais, espère encore s'entendre avec des mouvements noirs qui ne toucheront pas trop aux privilèges des anciens maîtres : parmi les leaders noirs qui se présentent, Muzorewa, Nkomo, et Mugabe, seul, disent-ils, ce dernier est véritablement l'homme à battre et peu de blancs pensent qu'il pourra à lui seul obtenir 51 des 80 sièges réservés aux noirs, ce qui pourrait lui donner la majorité absolue à la chambre. Les élections se déroulent du 27 au 29 février sous le contrôle des forces britanniques. Tous les observateurs s'accorderont à dire qu'elles se sont déroulées dans des conditions acceptables.

Avec 63 % des voix des électeurs noirs, la ZANU de Robert Mugabe emporte 57 sièges et celui-ci devient le premier dirigeant noir du Zimbabwe. Une ère nouvelle s'ouvre pour le pays.

Serge FOREST

Le programme de la ZANU

Dans son premier discours de chef d'Etat, Robert Mugabé a donné le ton en ce qui concerne l'avenir d'un pays saigné à blanc par près de 10 ans de guerre : la tâche principale est aujourd'hui d'assurer la paix et de reconstruire l'économie et la stabilité du pays. Bien que disposant de la majorité absolue à la chambre et l'armée la plus puissante, la ZANU a choisi de ne pas gouverner seule : Nkomo, dirigeant de la ZAPU et le grand perdant des élections, a été nommé par Robert Mugabé au ministère de l'Intérieur. Deux blancs sont ministres de l'Agriculture et de l'Industrie.

Il s'agit manifestement d'une politique délibérée de réconciliation et d'union nationale. Il est cependant évident que la ZANU n'envisage pas de sacrifier son programme à cette politique nécessaire aujourd'hui de Front national. Ainsi dans les objectifs prioritaires figure : ***une réforme comprenant le rachat forcé par l'Etat aux fermiers blancs d'une grande partie de leurs domaines, la mise en valeur immédiate des terres abandonnées ou non-cultivées, leur distribution aux paysans sans terre et aux anciens réfugiés, la mise en place de coopératives. De la réussite de cette réforme agraire dépendra certainement l'avenir du pays.***

D'autres mesures inscrites au programme de la ZANU doivent entrer rapidement dans les faits : ***suppression de toutes mesures de discrimination raciale, importante hausse de salaire pour les ouvriers agricoles et les ouvriers de l'industrie, généralisation des syndicats et prise de participation de l'Etat au capital des entreprises.***

ZIMBABWE

Une ère nouvelle s'ouvre

Au début du mois d'avril un nouveau pays sera officiellement déclaré indépendant : le Zimbabwe. Ancienne colonie britannique connue sous le nom de Rhodésie, le Zimbabwe retrouvera son indépendance après près d'un siècle de domination blanche.

Lorsqu'à la fin du siècle dernier les premiers colons s'installent dans le royaume du Zimbabwe, celui-ci est un État prospère et organisé. Mais, pas plus que l'Empire Inca devant les conquistadors, le royaume du Zimbabwe ne pourra résister face à l'invasion colonialiste des blancs. Cette fin du 19e siècle c'est l'âge d'or du colonialisme européen en Afrique. C'est un aventurier parti d'Afrique du Sud, Cecil Rhodes, qui va diriger la colonisation du Zimbabwe pour le compte de la Grande Bretagne. Détruisant la civilisation africaine, il va supprimer jusqu'au nom même du pays pour lui donner le sien : le Zimbabwe devient la Rhodésie. Le pays est très riche grâce à son sous-sol. Il est en particulier, aujourd'hui encore, le 6ème producteur mondial d'or.

Progressivement, les colons blancs mettent sur pied un système de discrimination raciale copié sur celui de l'Etat voisin sud-africain : un à un, tous les droits des noirs sont abolis, et ceux-ci se retrouvent souvent dans les plantations avec un statut et une production proches de l'esclavage.

Dans le même temps, la majorité noire va commencer à se réveiller et à s'organiser. En syndicats tout d'abord : contrairement à beaucoup de pays africains dans cette période des années 50, la Rhodésie possède déjà une classe ouvrière noire. En 1957, se crée le premier mouvement nationaliste noir, l'African National Congress (ANC). C'est Joshua Nkomo qui en devient président. L'ANC demande l'égalité des droits pour les noirs, mais n'agit que dans le cadre restreint de la légalité politique. En 1961, l'ANC devient la ZAPU. Très rapidement, et en particulier à l'occasion de la nouvelle constitution de 1961, qui n'autorise que 15 sièges sur 75 aux noirs, le mouvement nationaliste va se diviser. A côté de la ZAPU jugée trop molle, apparaît un autre mouvement, l'Union Nationale Africaine du Zimbabwe (ZANU) dont le secrétaire est Robert Mugabe.

Suite page 31



Robert Mugabe